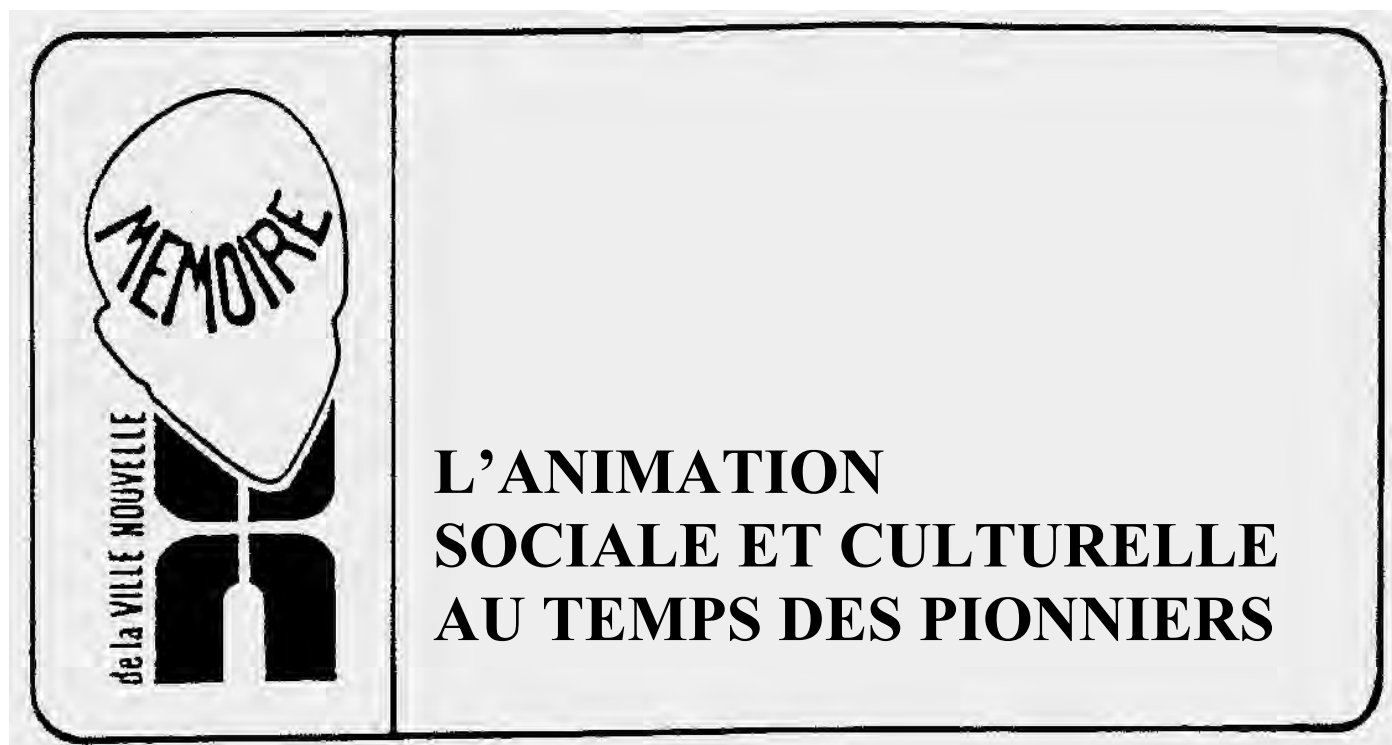




Place de l'Agora le 28 septembre 1975

SOMMAIRE

Editorial	page 2
BOULAKIA DARMAGNAC PLANQUETTE	page 5
Des équipements à l'animation :	page 6
Amorcer la vie d'un centre de grande ville :	page 9
La fièvre d'innovation après 1968 :	page 12
Les deux périodes d'Evry-animation :	page 15
Les premières années de l'Agora :	page 19
La municipalisation :	page 22
Autres équipements, autres projets :	page 24
Que reste-t-il des ambitions du début ?	page 26
Louis MOREAU	page 29
Pierre MAZE	page 37
Illustrations	page 47

EDITORIAL

1967 – 2007

Quarante ans déjà ! Quarante ans qu'une poignée d'urbanistes – vingt environ – s'installaient dans un préfabriqué, le long du chemin reliant la RN 7 au vieux village d'Evry. Leur équipe s'est vite étoffée, jusqu'à une centaine de personnes, pour disparaître à l'aube du XXI^e siècle. Beaucoup de sont dispersés, à Paris ou en province, mais un bon nombre restent installés là, dans le périmètre de cette ville nouvelle ou dans les communes voisines. Leur ambition n'était pas mince : inventer un monde nouveau, dans un cadre sur mesure pour la vie de demain, délivrée des pesanteurs du passé. Et ils ne se sont pas limités à construire des routes et des immeubles. Ils ont aussi édifié les équipements collectifs et mis en place des équipes d'hommes, pour que s'amorce le tissu social et la vie culturelle du chef-lieu de l'Essonne.

Que reste-t-il, aujourd'hui, des réalisations de ces gens qui de nos jours passent souvent pour des rêveurs ? De quoi était faite la vie sociale et culturelle pendant la génération pionnière ?

On aurait tort de ne voir que le résultat du travail de ces prétendus rêveurs, dans les premiers battements de ce nouvel Evry. Ils n'ont joué qu'un rôle d'accoucheur des ambitions que portait la société française, à l'apogée de ce que l'on a nommé les "trente glorieuses". Et la première génération d'habitants, qui avait fait 1968, en a bien rajouté avec sa soif de bousculer les vieux pouvoirs.

Nous voici à la génération d'après. Que va-t-elle faire de l'héritage que lui lèguent ses aînés ? On voit déjà des réactions de rejet. C'est humain. Les jeunes ont besoin de s'affirmer contre leurs parents. L'essentiel est de ne pas s'endormir, et de capter les énergies nouvelles. Et tant mieux, car beaucoup de combats qui nous mobilisaient au départ n'ont toujours pas abouti. Promouvoir une vie civique et sociale plus accueillante, plus ouverte aux jeunes et aux étrangers, plus démocratique ; réformer les structures archaïques, décloisonner les gouvernances bureaucratiques, innover pour mieux vivre... Qui oserait dire que ces préoccupations sont devenues secondaires ?

Elles étaient déjà au premier rang de ce que les neuf villes nouvelles, et pas seulement celle d'Evry, ont tenté de résoudre au-travers de la conception des équipements collectifs et des premières actions d'animation. Elles ont réussi sur certains points, mais échoué sur beaucoup d'autres. Pourquoi ? Certainement parce que l'Etat avait pris une part trop grande dans la volonté de suivre cette politique, et que les collectivités locales n'ont guère pris le relais. Et pour d'autres raisons aussi, sans doute. Ne serait-ce que parce qu'au tournant des années quatre vingt, le volontarisme public se rétracte, pour laisser place à l'initiative privée.

L'analyse n'est pas close. Nous avons voulu énumérer des faits, pour laisser à chacun la liberté de la pousser plus avant selon ses intuitions et ses références.

Pour plus d'objectivité, ce Document mémoire n° 9 est bâti autour de trois interviews. Le premier donne la vision des gens de l'Epévy, c'est-à-dire l'Etat. Le second reflète plutôt celle des maisons de quartier, souvent réticentes vis-à-vis des animateurs technocrates,

à leurs yeux parachutés par l'Etat. Le troisième exprime le vécu d'un de ces animateurs réputés technocrates, qui avaient réussi à donner à l'Agora une vie difficilement soupçonnable aujourd'hui. Il apporte, en particulier, beaucoup d'éléments pour la recherche du juste dosage entre prévention et répression, s'agissant des incivilités de la jeunesse.

L'histoire du chef-lieu de l'Essonne et de son bassin de vie commence à peine. Mémoire de la ville nouvelle aura joué son rôle si ce Document mémoire servait à raviver les ferments, toujours présents, d'avenir meilleur pour notre grande ville, et à poser des repères pour l'affirmation de sa personnalité.

André DARMAGNAC
président de MVN

BOULAKIA DARMAGNAC PLANQUETTE

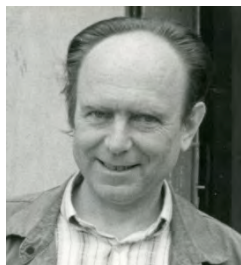
(entrevue)



Elio COHEN-BOULAKIA

Géographe-urbaniste à l'Epévy de 1965 à 1991

Directeur du service promotion et emploi (10 à 15 salariés)



André DARMAGNAC

Géographe-urbaniste à l'Epévy de 1967 à 1979, au sein de l'atelier d'urbanisme (20 à 30 salariés), chargé de la programmation des équipements scolaires, sportifs et culturels

Directeur du FIAPEVRY de 1978 à 1989.



Dominique PLANQUETTE

A l'Epévy de 1968 à 2001

Maquettiste, photographe, puis directeur de la communication

Des équipements à l'animation

André DARMAGNAC : Le thème de notre entretien est l'animation de la ville nouvelle ; celle que l'Epérvy (Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry) a lancée, à partir de 1970-71. Il n'agissait pas seul. C'est le secrétariat général des villes nouvelles qui a voulu toutes ces actions, en même temps, dans les neuf villes nouvelles de France.

Il me semble intéressant de confronter nos points de vues, parce que j'ai eu l'impression, lorsque je m'occupais de l'animation en plus de la prévision des équipements, que cette activité était un peu marginale à l'intérieur de l'Epérvy, peu intégrée à l'ensemble de son travail. Je vois plusieurs raisons à cela. La principale est que les directeurs d'EPA (Etablissement public d'aménagement) avaient peur d'entrer sur ce terrain. L'organisation de la vie sociale, c'était le rôle des élus. S'en mêler, c'était piétiner leurs plates-bandes. Par ailleurs, nos directeurs avaient peur du contrôleur financier. La réaction la plus caricaturale là-dessus avait été celle de M. POINT, directeur de l'EPA de Sénart. Lorsque Julien GIUSTI, qui s'occupait de cela au SGVN, lui avait demandé de recruter un responsable de l'animation, il avait répondu : « *Mais que va dire le contrôleur financier, quand il verra que j'ai dépensé de l'argent pour payer un saltimbanque ?* ». Nous étions, en effet, très loin du paiement de travaux de voirie ou d'aménagement, dont un fonctionnaire dépendant du ministère de l'équipement était censé s'occuper.

Nous étions victimes du cloisonnement bureaucratique. Lorsqu'il s'agit de fonder une ville, de nombreux ministères sont impliqués. Pourtant, les services de l'Etat, qui avaient pris la décision et qui conduisaient ces opérations, réalisaient bien que si l'on voulait réussir à créer des nouvelles villes, il ne fallait pas laisser au hasard l'organisation de la vie sociale. Nous avons eu la complicité de plusieurs ministères sur ce plan. En particulier celui de la jeunesse et des sports. Dès le début, en 1967, l'inspecteur général qui, dans ce ministère, était chargé de la conception des équipements et des normes, M. VERDET, est venu animer à Evry un groupe de travail sur les équipements sportifs et socio-éducatifs. Il s'est tout de suite centré sur la question "comment amorcer la pompe de la ville nouvelle ? "

Dominique PLANQUETTE : Peux-tu nous rappeler ta mission à l'Epérvy ?

A.D. J'étais chargé de la programmation des équipements scolaires, sportifs et culturels. Pour les équipements scolaires, par exemple, la première tâche que l'on m'a demandé d'accomplir a été de calculer combien il y aurait d'écoles, de collèges et de lycées dans cette agglomération à venir de 500.000 habitants, étendue sur quatorze commune, qui constituait le périmètre d'étude dans la partie centrale duquel nous allions réaliser sur des terrains à urbaniser, la ville nouvelle proprement dite.

Et pareil pour les autres équipements. C'est cela le travail de programmeur en urbanisme : définir les besoins, et trouver l'argent pour construire. Pour cela, il y avait des normes. Par exemple, nous savions qu'il fallait une école de 12 classes primaires et 4 classes maternelles pour 600 logements. Pour tous les équipements, nous étions aidés par

Auguste MAUREL, qui était le "monsieur normes" à l'IAURP (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne).

En plus de l'aspect quantitatif, il y avait aussi le qualitatif. En 1967, à la suite de "sages" comme le sociologue Joffre-DUMAZEDIER, l'économiste FOURASTIE... tout le monde parlait de la "civilisation des loisirs", qui semblait promise pour le lendemain. Il fallait donc définir les équipements en fonction du nouveau mode de vie qui s'annonçait. L'expérience des "grands ensembles" était derrière nous. On en voyait les limites. Nous devions tenter de faire mieux.

Autre volet qui découle de cela : au sein de l'atelier d'urbanisme, face aux architectes, ingénieurs, paysagistes, je devais représenter les exigences de ces besoins futurs, pour qu'elles soient prises en compte dans la définition des plans de la ville que nous inventions.

La mise en place des animateurs est venue s'ajouter à cela par la suite, mais en fait, nous avons pris en compte l'animation dès le début. Par exemple, dans le groupe de travail jeunesse et sports, M. VERDET nous a parlé d'une MJC exceptionnelle dans le centre-ville. Il y voyait le plus grand modèle normalisé (1.500 m² de planchers), qui aurait joué le rôle de maison départementale de la jeunesse et des sports. Elle aurait accueilli les délégations départementales des diverses fédérations.

A côté de cela, André LALANDE, notre directeur, m'avait discrètement incité à m'insérer dans la vie locale d'Evry. Avec ma famille nous avons déménagé de Paris à Evry fin 1969. A ce moment là, il m'avait dit « *Allez-y, nous fondons une ville. Répandez-vous partout où vous pourrez, localement, pour vendre cette ville nouvelle dans l'esprit des gens* ». Je fréquentais l'Eglise et je connaissais le directeur de la MJC, Georges SERCLERAT. Je suis intervenu tout de suite dans ces deux réseaux. SERCLERAT a trouvé intéressant de faire raconter le projet de ville nouvelle aux habitants qui fréquentaient sa maison. Dans l'Eglise, j'ai d'abord accroché avec Daniel DICK, qui animait les semaines sociales de l'action catholique d'Ile-de-France. Elles avaient lieu au mois d'octobre, à Versailles, chaque année. Par là j'ai pu toucher un public très large.

Dans ces deux milieux, j'avais l'impression d'accomplir un travail sous-marin. Je ne me rends pas compte si cela transparaissait au sein de l'Epérvy.

Elio Cohen BOULAKIA : C'était une volonté de LALANDE, effectivement, que nous puissions être des missi-dominici, comme des intendants qui répandent la bonne parole. Il nous en parlait en réunion de direction. L'Epérvy était à l'origine de tout, pratiquement, et nous étions un peu comme dans un désert. Michel BOSCHER, le maire de l'époque et en même temps président de l'Epérvy, a laissé faire ces initiatives de communication.

Car tu parles de vendre la ville aux habitants, mais il fallait aussi la vendre aux futurs entrepreneurs, aux promoteurs immobiliers et à tous les prescripteurs. A tous ceux dont nous avons besoin qu'ils aient une bonne image de notre projet.

C'est pour jouer ce rôle que le service "promotion et emplois" a été mis en place. Je l'ai dirigé pendant une vingtaine d'années. A cet effet, nous avons créé le "centre d'information", qui a fonctionné dans plusieurs lieux. Et, une quinzaine d'années plus tard, le nouveau maire, Jacques GUYARD, a remis cela en cause. En 1983, il nous a dit « *Ca suffit. Vous imprimez une image de ville des "tiques" (informatique, robotique...)* »

qui réussit, alors qu'Evry est dans la souffrance. C'est un bon boulot auprès des entreprises, il faut le continuer mais de façon très ciblée. N'intervenez plus dans la grande presse. Ne vous mêlez pas de la promotion générale de la ville. C'est l'affaire des élus. Ce n'est pas votre rôle de vous adresser aux habitants ». Il a ajouté aussi, « L'argent que vous investissiez là, vous me le donnez pour que je puisse faire le même travail, mais tel que les élus l'entendent. Maintenant la ville existe. Les élus ont été choisis par les habitants pour les représenter. C'est à eux de prendre en mains cette chose là ».

D.P. Cela a signifié la fermeture du centre d'information de l'Epérvy dans l'Agora.

E.C.B. Exactement. Ce centre avait d'abord fonctionné à la ferme du Bois-Briard, où il avait été inauguré par le Premier ministre, Pierre MESSMER, fin 1971. Il y avait un mur d'images très chatoyant, et on y organisait des expositions illustrées par Elizabeth GRUNBERG, des fêtes de toutes sortes, souvent commanditées par les collectivités locales, mais payées par l'Epérvy. Ensuite le centre d'information a été transféré dans la bulle, à l'entrée de la ville nouvelle côté Paris. Et quand l'Agora s'est ouverte, en 1975, on l'a installé dedans. D'abord dans "la fosse", sous l'Hexagone, puis dans la galerie des cinémas. Les élus exerçaient, bien sur, un certain contrôle, mais en gros faisaient confiance.

Alors il est clair qu'en 1977, il y a eu une certaine crispation de la part de Michel BOSCHER, quand il a senti que les socialistes pouvaient gagner la partie. C'est dans ces circonstances qu'il a fait venir M. KAMARA, pour faire tout un ensemble de communications dicté par l'affolement. Ce monsieur était issu d'une officine du parti de M. BOSCHER. Il a produit une plaquette verdâtre qui s'intitulait "Evry et vous". Elle ne nous a pas fait grande impression. Dans ce domaine de la communication, nous étions beaucoup plus dépendants des élus que dans la fabrication de la ville, mais nous avions malgré tout une marge de manœuvre.

En fait, le centre d'information a préfiguré ce qui, après, s'est institutionnalisé sous la forme "d'Evry-animation" et les autres associations qu'elle a fondées. Entre autres "Evry-accueil", qui a fait un vrai travail professionnel, remarquable.

D.P. Et après, il n'y a plus eu d'information aux habitants sur les projets de la ville nouvelle. On est revenu dans le cadre communal.

A.D. De mon côté, j'ai toujours eu l'impression que la communication, c'était la face autorisée, exposée à la vue de tous, sous le regard des élus. Alors que l'animation était une sorte de face cachée. Jean-François COLLINET, un conseiller de la Cour des comptes, à qui nous avons fait appel pour concevoir la gestion de l'Agora, avait trouvé une image qui me semblait très parlante. Il m'avait dit « *Quand tu t'occupes de l'animation, tu es le joker d'André LALANDE. Il t'envoie faire dans l'ombre des activités peu légitimes. Si quelque chose se passe mal, il te désavoue tout de suite. Si cela passe bien, tant mieux* ».

Mais j'aimerais que l'on revienne à la conception des équipements.

Amorcer la vie d'un centre de grande ville

A.D. Je le disais tout à l'heure, VERDET avait promis à Evry, dès le départ, le financement par son ministère d'une maison départementale de la jeunesse et des sports. Un équipement exceptionnel, pour amorcer la pompe. Mais quelle forme lui donner ? Il n'y avait pas de précédent en France.

Là-dessus, notre collègue architecte hollandais Frans VAN-DER-WERF, qui est resté deux à trois ans à l'Épévy, va voir sa famille un week-end, et rapporte une documentation sur l'Agora de Dronten, un village-centre dans les polders. Tout le monde me dit « *La voilà, ta maison départementale de la jeunesse et des sports !* » Alors nous sommes allés la visiter à quatre ou cinq, au nord d'Amsterdam. C'était en octobre 68. Il y avait LONGO, architecte, DUBOIS, sociologue qui était dans notre équipe au début, et DAVID, d'un bureau d'études extérieur auquel nous avons passé un contrat, pour nous aider à définir les équipements de loisirs. A Dronten, nous avons tout de suite vu que cette Agora n'était pas à l'échelle d'un grand centre-ville. Trop petit, des fonctions qui se gênaient sous un toit unique. En revanche, nous avons rendu visite à son architecte à Amsterdam : VAN-KLINGEREN, qui nous a montré les plans de deux autres projets dont il était chargé : à Eindhoven, la ville de la multinationale Philipps, et à Lelystadt, ville nouvelle chef-lieu des polders. Deux Agora également, mais qui desserviraient, cette fois, des populations de 200 à 300.000 habitants. Elles étaient organisées autour d'une place publique couverte, entourée de bâtiments accolés mais autonomes : piscine, bibliothèque, théâtre... C'est le parti que nous avons retenu pour notre Agora.

Du reste, nous n'avons parlé d'Agora qu'après cette visite. Auparavant, nous rêvions d'un "forum" jouant le même rôle de pôle de loisirs et de vie civique, mais à ciel ouvert, plus proche de la tradition des centres-villes européens. La mode des noms de "forum" ou d'"agora", toujours appliquée à des centres de loisirs et de vie civique, lieux fermés tournant le dos à l'extérieur, s'était déjà largement répandue dans toute l'Europe du nord-ouest. Nous en avons aussi visité en Angleterre (Billingham), en Allemagne (Leverkusen), en Scandinavie... A partir d'un certain moment, nous avons compris que les promoteurs du commerce nous imposeraient de nous y rallier.

E.C.B. Oui. Disons que la volonté qui était la nôtre, et en particulier celle d'André LALANDE, était de dire que la ville est fille du commerce. Il nous fallait du commerce anomal (achats non quotidiens, comme des vêtements, des meubles...) symbolisé par les grands magasins. Alors nous avons fait, et moi en particulier, le tour des popotes. Nous avons vu toutes les grandes enseignes de Paris, en particulier celles du Bd. Haussmann. Ils nous ont tous tenu le même discours : nous voulons bien sortir de Paris, investir sur ces nouveaux centres urbains en projet, à condition qu'on reste strictement dans le modèle du shopping-center à l'américaine. Cela voulait dire la boîte à vendre entourée d'une mare de parkings, qui permet au chaland d'arriver sans effort, sans payer pour le stationnement et sans avoir à monter ou descendre des étages.

D.P. Et dans une boîte couverte ?

E.C.B. Dans une boîte couverte, sur deux niveaux, et qui à l'intérieur faisait un peu kitch et clinquant. Luxueux même, et à l'époque beaucoup plus sombre qu'elle n'a pu devenir par la suite.

D.P. Donc vos rêves de rue commerçante à l'extérieur deviennent impossibles.

E.C.B. Exactement. Du reste il faut bien dire qu'à l'époque, ceux qui ont essayé de passer outre, comme la Caisse des dépôts avec les "Flanades" à Sarcelles, ont dû jeter l'éponge au bout de quelques années. Le concept de shopping-center a été incontournable dans cette affaire. Parce que si l'on voulait faire du commerce de centre-ville il fallait avoir les locomotives : les grands-magasins. Or ils ne voulaient pas venir autrement que dans ce système là. C'est là qu'ils avaient l'impression que leurs investissements seraient sécurisés.

Donc, quand nous avons compris cela, la mort dans l'âme, nous avons essayé de voir comment apprivoiser la bête et comment la faire entrer dans le centre-ville. Il y avait aussi un autre danger. Certains nous disaient : « *Tant pis, au diable les grand-magasins, faisons de belles rues commerçantes avec des boutiques* ». Or nous avions le révolver sur la tempe. Les premiers "Carrefour" de l'époque, et autres super-discounts, commençaient à faire fureur. Ils avaient pris position tout autour d'Evry. Ces pôles nouveaux risquaient, un jour ou l'autre, d'attirer eux-mêmes les grands magasins. Donc il nous fallait 1 : ne pas renoncer à avoir des grands magasins dans notre centre-ville, et 2 : sans tout à fait accepter leur diktat, voir comment aménager cette boîte à vendre dans notre système urbain. Et là, le fait d'accoler le shopping-center et l'Agora est une idée que d'ailleurs SOLAL, le patron de la Société des centres commerciaux, n'a pas du tout récusée.

A.D. Il n'a jamais freiné ?

E.C.B. Non, parce que si l'on y pense bien, c'était tout à son avantage. Bon, il y a eu un combat d'arrière garde, par lequel nous lui avons imposé qu'une partie du mail commercial soit considérée comme une artère publique, ouverte jour en nuit, 24h sur 24 (entre la place de l'Agora et le parking nord-ouest, vers les Pyramides). Du reste, sur le long terme, ce combat a été perdu.

A.D. Donc nous voici revenus à la période où nous avons été contraints d'abandonner notre idée de forum à ciel ouvert, et où nous avons basculé vers une idée d'Agora plutôt fermée et accolée au centre commercial, pour lui faire contrepoids. Mais entre-temps, il y a eu une brève phase intermédiaire, où nous désespérions de n'avoir ni forum ni agora. Je me souviens de l'époque où MOTTEZ s'est enfermé quelques semaines avec BLACQUARD et LONGO, deux architectes de l'atelier d'urbanisme, pour dessiner un nouveau centre sans véritable pôle de loisirs.

C'est à ce moment là que j'ai utilisé les relations que j'avais établies avec le "club interministériel des équipements intégrés". Un groupe tout à fait informel, composé des chefs de services tenant les cordons de la bourse, dans quatre à cinq ministères différents, pour financer les équipements collectifs de la vie sociale. Ils appartenaient à jeunesse et

sports, santé et action sociale, éducation nationale et culture. Ils s'étaient trouvés en connivence pour préparer, discrètement mais dans les faits, la fameuse "civilisation des loisirs".

Dès 1967 l'un d'eux, Augustin GIRARD, chef du service des études au ministère de la culture, avait réuni les programmeurs de toutes les villes nouvelles, dans un groupe de travail qui se retrouvait régulièrement. Son thème était : « *Vos directeurs d'EPA sont des bétonneur ; mais au moins, qu'ils nous laissent faire naître, avec vous, une nouvelle vie sociale !* » Avec ses complices du club, ils avaient commencé des expériences dans ce sens, avec l'arrière pensée de réussir une "révolution tranquille" comme au Québec. La première s'est trouvée à Yerres, dans l'Essonne. Là, ils ont réalisé un centre éducatif et culturel, en combinant les surfaces d'un collège, d'un gymnase, d'une MJC et d'un centre social.

Alors nous avons assisté à toutes sortes de colloques à Yerres, lorsque ce centre a été inauguré, et aussi à Grenoble, ville phare de l'époque pour cette recherche d'une vie civique et sociale nouvelle. Nous y croisons Hubert DUBEDOUT, maire de Grenoble, ses adjoints GILMANT et RIZZARDO, et aussi les membres du club : Augustin GIRARD et Jean ROLLIER pour la culture, COMET pour la santé, Jean-Baptiste GROSBORNE pour jeunesse et sports, et pour l'éducation nationale, RENARD et un inspecteur qui s'appelait ADER, et qui était originaire du Gers, comme moi.

D.P. Il n'y avait pas le ministère du travail ? Vous avez bien mis l'ANPE dans l'Agora.

A.D. Non, ce ministère n'y était pas représenté. L'ANPE, c'est nous-mêmes qui sommes allés chercher ce programme, de même que pour la maison des syndicats, construite par le département.

Nous voulions accoler aux commerces un programme public assez fort, et j'ai l'impression que LALANDE nous poussait bien dans ce sens.

E.C.B. Oh oui ! Il voulait qu'il y ait un cordon ombilical entre l'Agora et les commerces. Il tenait beaucoup à savoir, dans le détail, quels commerces ou services on allait y installer, pour obtenir que le chaland passe de l'Agora au CCR sans s'en rendre compte.

La fièvre d'innovation après 1968

E.C.B. Je voudrais revenir sur quelque chose qui me paraît important. À savoir, les idées de ce club interministériel, dont tu parles, cet engouement pour Lelystadt ou autres agora ou forum, même le fait d'avoir réalisé une "école à aires ouvertes" au Champtier-du-Coq, tout cela n'était, au fond, que les conséquences de cette révolution profonde qu'a été mai 68. Elle remettait en cause tout ce qui était conventionnel. On voulait sortir le théâtre de sa boîte, car un théâtre avec son foyer, c'est fermé, c'est une conception bourgeoise. Seul un certain public y vient. Il faut y accrocher d'autres publics, pour obtenir une sorte de brassage.

On voulait aussi que l'école cesse d'être un ensemble à part. L'école à aires ouvertes devait participer à l'animation du quartier, à la vie culturelle. On pouvait y aller avec des tas de choses, y faire des expositions. Il y avait bien cette idée de dynamiser les équipements classiques, qui induisaient un certain type de relations sociales, pour permettre ce renouvellement complet, ce brassage, cette démocratisation de la vie sociale.

A.D. Oui, mais ça c'est une vision française. Les autres pays occidentaux n'avaient pas attendu 1968 pour s'engager dans ce sens. En 68, les écoles à aires ouvertes fonctionnaient déjà aux USA et en Angleterre.

E.C.B. Oui, mais l'esprit de 68 a précédé 68. Toute révolution culturelle procède d'un bouillonnement qui coule de la même veine.

A.D. C'est vrai, il y avait une rupture. Pour les écoles à aires ouvertes, nous avons donc réalisé, sous l'influence de gens comme Jean ADER ou Augustin GIRARD, l'expérience de l'école Jacques Cartier, au Champtier-du-Coq. Elle n'était pas la première en France. Elle avait été précédée, par exemple dans la banlieue de Lyon, sur la commune de Saint-Fons, par une école combinée avec un centre de loisirs pour l'enfance. Pour le Champtier-du-Coq, la conception a été assurée par un jeune architecte nommé Ben SIMON, qui travaillait dans l'atelier PRIEUR. Il collaborait avec Edith AUJAME, une architecte américaine qui avait épousé un auvergnat. Elle avait fondé une association pour l'environnement pédagogique. Tout cela participait du bouillonnement pré-68.

D.P. En deux mots, une école à aires ouvertes, c'est quoi ?

A.D. C'est une école qui supprime les cloisons entre certaines classes, pour obtenir une variété d'espaces allant de la petite salle de cours jusqu'au grand hall d'entrée, qui sert aussi de salle des fêtes. La France en était restée à l'école de l'époque de Jules FERRY : un couloir avec des classes de part et d'autre, et c'est tout.

En Angleterre, nous avons visité des écoles à aires ouvertes qui offraient une ambiance très différente. Dès l'entrée, on se trouvait dans un grand hall, avec un piano et un décor adapté aux festivités réunissant parents, enfants et habitants du quartier. Mais ce système imposait une prise en charge pédagogique différente. Le maître n'est plus toujours seul dans sa classe. Il doit s'organiser avec ses collègues pour faire un travail d'équipe.

E.C.B. Les espaces cloisonnables permettaient, selon le moment de la journée, selon le travail à accomplir, d'isoler ou de mélanger plusieurs groupes de niveaux. Cela nécessitait des espaces petits, moyens ou grands, et des manières de voir et de faire des enseignants très différentes des pratiques françaises.

Il faut dire que cette expérience de l'école Jacques CARTIER a soulevé bien des résistances chez nous. De même que celle du CLAE (Centre de loisirs associé à l'école) aux Pyramides. Les parents qui voulaient y faire de l'autogestion, avec l'association AGLAE (Association pour la gestion du CLAE), ont finalement échoué. Elles se sont heurtées à des attitudes très peu coopératives. Y compris de la part des élus, qui se sont montrés très sensibles à certaines réactions de la population. On le voit dans le livre de Jacques GUYARD. Dans les passages qui évoquent ces tentatives, il parle avec beaucoup de dérision des projets de ces gamins qu'étaient les techniciens de l'Epévy. Il estime qu'ils ont fait du n'importe quoi, ce qui a d'ailleurs coûté cher à la collectivité, puisqu'il a fallu, par la suite, remettre des cloisons.

A.D. Les élus ont été d'autant plus fermes dans ces positions qu'ils se sentaient épaulés par une majorité des habitants des Pyramides. Les expériences pédagogiques ne passaient pas. On avait peur de l'inconnu.

E.C.B. C'est bien ce que je dis. Les élus auraient pu tenter de ménager la chèvre et le chou, pour essayer de voir ce qui pouvait être sauvé de cette novation, qui avait son intérêt au plan social. C'est la même attitude au plan de l'intercommunalité. On s'accroche toujours au maire seul maître sur son territoire.

A.D. Oui mais il n'y a rien de propre à Evry dans cette attitude. C'est la France entière qui a résisté aux idées de révolution tranquille, qui inspiraient notre club interministériel.

Ils se sont heurtés aux routines de l'administration française, et en particulier à l'éducation nationale. Alors que les responsables de l'éducation nationale dans notre secteur avaient approuvé les innovations. L'inspecteur d'académie, M. SORRE et ses adjoints, dont Mlle ALARY, qui avaient participé aux commissions du jury du concours Evry 1 avaient clairement manifesté leur préférence pour le projet de l'UCY (Union des constructeurs d'Evry) qui proposait les pyramides. Dans cette équipe UCY il y avait un conseiller "enseignement" qui n'était autre que Jean ADER dont on a déjà parlé. C'est lui qui avait conçu, avec les architectes de l'équipe, les écoles à aires ouvertes et le collège en pont. La résistance est venue des enseignants, et des parents d'élèves aussi. Le président de l'association des habitants d'Evry 1, Henri MARTINET, clairement positionné à gauche sur le plan politique, avait manifesté sa désapprobation d'expériences "sur le dos des enfants". Et ils étaient nombreux à penser ainsi.

Alors que derrière cette idée d'innover dans les écoles, il y avait le souhait de leur redonner une place centrale dans la société. Il y avait beaucoup d'enseignants passionnés de pédagogie, appartenant par exemple au mouvement FREINET, qui voulaient retrouver la figure de l'enseignant prêtre laïc d'autrefois. Ils voulaient faire des établissements scolaires, avec leurs personnels, les supports de la promotion culturelle et sociale de toute la population. Comme au début de la IIIème République.

D.P. Mais alors, c'est très curieux. C'est la droite, représentée par Michel BOSCHER, qui a été innovatrice. Et c'est la gauche, représentée par Jacques GUYARD, qui a été conservatrice ?

E.C.B. Historiquement, en effet, les choses se sont passées comme ça. Mais c'est plus compliqué.

En fait, une opération comme le CLAE, et c'est plus net encore pour l'Agora, nécessitait un décloisonnement des services ; l'acceptation, pour chaque administration, de ne plus reconnaître ses petits. Au niveau du corps social, cela supposait une citoyenneté plus responsable. Ce n'était pas le cas, et à côté de cela, le cloisonnement a maintenu des boîtes séparées, toujours gérées par les administrations d'origine, refusant de céder leurs prérogatives à un organe commun.

A.D. Oui. Enfin il faut replacer tout cela dans la période gaullienne. Du temps de CHABAN-DELMAS et sa "nouvelle société", on était encore dans une société d'acteurs. Le changement s'est accentué à la fin de la période POMPIDOU, et plus encore sous GISCARD d'ESTAING. Alors le discours officiel est devenu franchement hostile au "collectivisme", et l'on s'est enfoncé dans une société de consommateurs. Mais j'aimerais revenir à l'animation proprement dite, autour d'Evry-animation

Les deux périodes d'Evry-animation

A.D. Il y a eu deux périodes dans l'histoire d'Evry-animation. Celle d'avant l'ouverture de l'Agora, où toute l'équipe était à la ferme du Bois-Briard, et celle de l'Agora à partir de 1975. La première, on pourrait l'appeler la période COULON. Comment est-il arrivé ? Les programmeurs qui s'occupaient des villes nouvelles se retrouvaient assez souvent, à Paris ou ailleurs en province, réunis par Julien GIUSTI. Nous faisons également des voyages à l'étranger. Sur le thème de l'animation, nous en avons fait deux avec des partenaires extérieurs : représentants des services des ministères concernés, représentants de mouvements d'éducation populaire... L'un nous a conduits en Angleterre, et l'autre, en 1971, au Québec. C'est là que j'ai rencontré Marc COULON, qui était au GREP (Groupe de recherche pour l'éducation et la promotion) à ce moment là, et qui avait travaillé dans les Cévennes puis à la mission de la côte d'Aquitaine.

A l'époque, nous avons déjà mis en place des chargés de mission d'animation dans chaque ville nouvelle, et à Evry nous avons eu un certain BONZON. Il est rarement venu sur le terrain, et en juillet 72, Michel BOSCHER l'a remercié. C'est alors que j'ai proposé Marc COULON, qui a été accepté.

D.P. Mais qui embauchait ces gens-là ?

A.D. Les EPA, suite à ce qui avait été mis en place par le secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, à l'initiative de Julien GIUSTI : un ancien programmeur de l'EPA de Saint-Quentin-en-Yvelines. Il avait obtenu le partenariat de plusieurs ministères, en particulier culture, jeunesse et sports et santé. L'éducation nationale s'est ralliée par la suite. Ces ministères participaient aussi au financement des actions.

Marc COULON a donc fondé l'association Evry-animation en 1973. A partir de là est arrivée toute une période où j'étais plus souvent à la ferme du Bois-Briard qu'à l'Epévy. Il fallait raconter le projet et les ambitions de la ville nouvelle à toute l'équipe de Marc COULON, puis à toutes les autres personnes qui sont arrivées. Car a il fondé aussi plusieurs autres associations, comme Evry-accueil, l'ACAVE (Club de prévention contre la délinquance des jeunes), la MEP (Mission d'éducation permanente)... qui avaient aussi besoin de personnel. Le principe de l'ACAVE, conçu par Jean CLARETO, était d'initier aux métiers du bois, du fer et du jardinage les prédélinquants, sous la conduite d'éducateurs spécialisés. Certains soirs de la semaine, leurs ateliers, à la ferme du Bois-Briard, étaient ouverts aux nouveaux habitants qui voulaient fabriquer eux-mêmes leurs meubles. Par la suite, l'ACAVE a développé d'autres activités d'animation artisanale à la ferme d'Orangis.

Evry-accueil avait pour but d'accueillir les nouveaux habitants. Elle avait réussi à mobiliser une participation substantielle des promoteurs au financement. Quand une opération de logements était livrée, ou invitait leurs occupants à une réunion d'accueil, on sablait le champagne, et les animatrices : Rose MEUNIER et Edith CLAIS d'abord, et celles qui leur ont succédé par la suite (Françoise GRIMAUD, Marie-France FABREGUETTES, Madame FORAY...) prenaient des contacts, distribuaient l'information, facilitaient l'insertion dans la vie locale et les services ouverts au public.

D.P. Et la maison des racines ?

A.D. La maison des racines est une idée de Jean BOIREAU, le second de Marc COULON. Ils formaient un beau tandem tous les deux : le jeune de trente ans, et BOIREAU, l'homme mûr de 53 ans, qui apportait une sécurité. Poitevin haut en couleurs, il avait fondé, au temps du front-populaire, des auberges de jeunesse. A l'époque, c'était un acte militant risqué et très mal considéré. Pendant ses études, il avait passé l'année 1934 en Allemagne, et la montée d'HITLER l'avait déterminé à demander l'école des officiers de réserve pour son service militaire.

Jean BOIREAU était arrivé avec tout un discours sur la nécessité de fonder une maison des racines, pour que les immigrés puissent se rencontrer, faire des choses ensemble pour se connaître et prendre racine parmi les "indigènes" d'ici.

E.C.B. Faire connaître leur culture, se retrouver entre eux, pour qu'il y ait acculturation avec le reste de la société.

A.D. Voilà. Concrètement, l'idée était d'aménager des jardins sur le bord extérieur de la ferme, autour du pigeonnier et d'une cheminée monumentale où l'on ferait des brochettes et des méchouis. Cela n'a jamais bien fonctionné, mais en revanche, le lieu maison des racines a connu de nombreuses formes d'animation.

E.C.B. N'est-ce pas BOIREAU qui avait eu l'idée d'organiser ce concours de balcons fleuris ?

A.D. Oui, bien sûr. Il a même fondé, à cette occasion, l'association des "Jardiniers amateurs", dans laquelle se sont investis des gens comme Marc ALMERAS du Champrier-du-Coq, Mr et Mme Le CORFF de Bondoufle, ou Yves THOMAS-LEPINE des Pyramides.

D.P. Et puis il y a eu le journal "La nouvelle".

A.D. Oui. En 1974, COULON a recruté un journaliste professionnel pour cela ; je crois Jean-Claude ADAM. Il n'a peut-être pas été le premier, mais c'est lui qui est resté le plus longtemps. Ensuite, il est parti au Républicain.

Il y a eu aussi la MEP. Elle non-plus n'est pas une invention de l'Epévy. C'est encore Julien GIUSTI, au SGVN, qui a rassemblé tous les programmeurs des EPA et toute une série de ministères partenaires, pour financer ces actions. A nouveau, chaque ville nouvelle a vu arriver un chargé de mission, cette fois pour l'éducation permanente. A Evry c'est Louis LAUNEY, doublé de Jacques WUST. Ils ont recruté une petite équipe et monté des opérations de formation. Assez vite, Annie BIENVENU est arrivée auprès d'eux.

Ici aussi, on visait loin. Avec BOIREAU, nous rêvions de futures universités populaires adaptées à la société des loisirs qui s'annonçait. Nous étions là aussi encouragés par le ministère de l'éducation nationale, qui venait de créer deux directions : celle de Jean

VATIER aidait la mise en place de la formation professionnelle continue, et celle de Bertrand SCHWARTZ visait, à plus long terme, la promotion de l'éducation permanente du citoyen.

E.C.B. Ah, le célèbre Bertrand SCHWARTZ ! Il avait réalisé quelque chose de remarquable à Nancy. On a un peu l'impression que ces MEP, c'est de l'anecdote. En fait, cela fait partie de ces choses qui, si elles avaient pu prendre racine, auraient sans-doute évité à la société française ses malheurs d'aujourd'hui. La France souffre, plus que tous ses voisins d'Europe, d'une galère des jeunes pour avoir un emploi stable avant 25-27 ans, et aussi du sous-emploi des seniors, et cela commence dès 50 ans. Or il est bien évident qu'un véritable service de formation tout au long de la vie aurait été bien utile. Il aurait supposé la responsabilisation de tout un chacun, aussi bien des collectivités territoriales que des entreprises, des syndicats... et des individus. Alors que l'on a laissé prospérer des marchands de soupe.

A.D. L'éducation permanente dont nous rêvions, avec BOIREAU, visait surtout à faire de tout le monde des citoyens actifs, insérés dans la vie sociale. La première action d'animation qu'il ait organisée dans l'Agora, avec Pierre MAZE et Annick BIMBENET, est la "quinzaine des personnes âgées". A cette occasion ils avaient installé, sur la place de l'Agora, des stands ou des retraités de professions à cheval sur l'artisanat et l'art sont venus travailler en public. Il y avait une dentelière, un vannier, un relieur... une bonne dizaine de vieux métiers. Ils ont connu un énorme succès. C'est de là qu'est né le club de reliure, qui fonctionne toujours, présidé par Marie-Françoise ALMERAS.

E.C.B. A propos de tout cela, il faut dire un élément important. Dans ces activités en particulier, Michel BOSCHER avait su s'entourer de beaucoup de gens issus du christianisme social, comme Christiane GOSSET... C'est un choix heureux, parce que ce sont des gens qui avaient le sens des responsabilités, et qui ont fait un travail remarquable.

A.D. Tu peux m'y mettre aussi, avec Louis LAUNEY... mais nous a-t-il vraiment choisis ? Je n'en suis pas si sûr. Je dirais plutôt que c'est LALANDE, qui dans l'ombre nous a poussés. Et je me demande si, ensuite, BOSCHER ne l'a pas regretté. Parce qu'on nous a reproché d'avoir été la cause de sa chute. Or cela m'étonnerait. Car par la suite, nous nous sommes retrouvés pour beaucoup à l'ACUSCO (Association pour la création d'une seule commune), et alors ses successeurs ne nous ont pas mieux traités que lui. Quand nous avons fondé la MEP, en 1974, je sentais BOSCHER agacé par ces chrétiens sociaux qui montaient toujours des nouvelles affaires. Il nous identifiait à des maoïstes. J'avais dû plaider serré à la séance du comité du SCA (Syndicat communautaire d'aménagement). Il avait dit « *Encore une association nouvelle ! On n'arrive pas à tout contrôler ! Ils font ce qu'ils veulent !* »

E.C.B. En fait, c'était l'air du temps. Il est clair que la population des années 75, dans la ville nouvelle, était formée de jeunes à l'esprit pionnier. Héritiers de mai 68, ils allaient forcément préférer le PS à BOSCHER.

D.P. C'est toute la France qui a changé de couleur.

A.D. Il faut aussi parler d'une phase particulière dans cette période : Celle de la préparation du fonctionnement de l'Agora. Avec Jean BOIREAU et Marc COULON, nous allions manger tous les midis à Mennecy, dans un petit restaurant près de la gare. Mes deux partenaires éprouaient le besoin de sortir de l'ambiance d'Evry, pour prendre du recul. CHABAN-DELMAS, Jacques DELORS, venaient de mettre à la mode la "nouvelle société". Nous n'avions pas peur de faire, avec l'Agora, un énorme outil d'innovation sociale.

Pour sa gestion, nous avons constitué un petit groupe de travail avec des énarques en mobilité au SGVN. Il y avait Catherine TASCA, notre correspondante au ministère de la culture, Jean-Louis BIANCO (par la suite ils sont devenus ministres) et un conseiller à la Cour des comptes : Jean-François COLLINET. On se rencontrait souvent, mais finalement, la structure que nous avons proposée n'a pas été retenue.

Et puis est arrivée la phase de recrutement du directeur de l'Agora. J'ai été chargé de recevoir une bonne partie des postulants. Pas tous. Je n'ai pas reçu, par exemple, Anne GAILLARD, qui à ce moment là était animatrice sur France-Inter, le matin. Ni non-plus M. de CLERMONT-TONNERRE. Mais j'ai reçu Pierre-Jean BANULS. A l'époque il terminait, à l'institut national de jeunesse et d'éducation populaire de Chatenay-Malabry, un troisième cycle de formation d'anciens professeurs de gymnastique aux métiers de cadres de la civilisation des loisirs – c'est ainsi qu'ils se présentaient. Il avait comme concurrents une bonne dizaine de collègues de sa promotion. Je les ai tous reçus, et j'ai téléphoné à leur directeur pour lui demander lequel lui semblait le meilleur. Il m'a dit Pierre-Jean BANULS sans hésiter. Je l'ai donc proposé à LALANDE, qui a transmis à BOSCHER. Et c'est ainsi qu'il est devenu directeur des sports à l'Agora.

Et c'est Jean BASTID qui a été choisi pour le rôle de directeur général.

Les premières années de l'Agora

E.C.B. Jean BASTID, maire-adjoint d'Evry. Il venait du ministère des finances. Un homme honnête.

A.D. Oui, et qui a su gagner la confiance de tous. Il est devenu très ami avec Marc COULON. Mais il était déjà président d'Evry-animation, depuis sa fondation. Il a accompagné les deux phases de l'association : celle du Bois-Briard, et celle de l'Agora, sans COULON cette fois. Dans cette seconde phase, il est resté seulement deux ans, de 1975 à 1977, car il était là au titre de sa mobilité d'administrateur civil du service des douanes.

Alors l'Agora, dans sa première phase, c'était quelque chose d'énorme. J'ai noté une dizaine de chefs de services.

Aux côtés de BASTID, il y avait SHELLEY, le directeur de la culture. Il n'est pas resté longtemps, mais il a quand-même eu le temps de monter un spectacle en hommage à SAINT-JOHN PERSE : "Amers". Puis il y avait FLEURY, ancien de Bobino, qui faisait venir des tournées de passage.

E.C.B. Ah nous avons eu souvent des tensions avec lui, à cause du centre d'information de l'Epévy. Nous avions besoin de son accord pour l'utilisation du monte-charge.

A.D. Il en avait aussi avec l'équipe de la place de l'Agora, dirigée par Pierre MAZE, en raison des spectacles qu'elle montait. FLEURY craignait que cette concurrence ne lui fasse perdre des clients. Dans cette équipe, Annick BIMBENET avait été la cheville ouvrière des "quinzaines". Il y avait eu d'abord la quinzaine du troisième âge, dont j'ai parlé tout à l'heure. Elle a été suivie par la quinzaine bretonne, la quinzaine antillaise, la quinzaine occitane, et d'autres... A chaque fois il y avait quelque chose de gratuit sur la place couverte, puis des spectacles dans l'Hexagone et les mois suivants, des activités à la maison des racines, à la ferme du Bois-Briard. Ainsi, suite à la quinzaine bretonne, le cercle celtique d'Athis-Mons a prêté main forte pour organiser des soirées à la ferme. Ce nouveau cercle celtique a fonctionné là plusieurs années. De l'équipe de Pierre MAZE dépendait aussi le groupe des hôtes et hôtesse d'accueil, qui assurait une permanence au comptoir rond sur la place, près de ce que l'on appelait "la piscine". C'était un creux hexagonal composé de trois à quatre marches recouvertes de moquette. Un lieu facilement repérable, où les gens se donnaient rendez-vous. Dans cette équipe d'accueil, il y a eu, entre autres, AMROUCHI, Jacqueline BONNEFOND, Gitka OLIVIER, TULLA une jeune finlandaise ...

Par ailleurs, il y avait aussi la direction des sports, confiée à Pierre-Jean BANULS. Il a lui-même fondé une nouvelle association sportive : le "SCA 2000". Et il commentait au micro les matches de basket-ball de l'équipe du Stade-Français d'Evry, qui jouait en division nationale. Elle avait pris les Arènes comme point d'attache, grâce au mécénat de l'Epévy.

Il y avait encore l'observatoire, dirigé par VIDAL. Il faisait des études sur les publics qui fréquentaient l'Agora. Il était assisté de Jean-Charles LAGREE, qui s'était attiré des

inimitiés à cause d'une étude très critique sur la manière dont les jeunes étaient accueillis à Evry. Suite à cela, LAGREE est parti travailler avec un sociologue très connu, à Paris : Maurice IMBERT.

Autre service : Celui de Georges SERCLERAT, ancien directeur de la MJC du vieil-Evry. A l'Agora, il avait un rôle assez administratif, qui coiffait "La bricolerie" et les équipements de crèche, PMI (Protection maternelle et infantile), planning familial... situés autour du patio d'en dessous, près de la bibliothèque. Une gynécologue, Marie-Catherine DARNYS, y exerçait à temps plein.

N'oublions pas, encore, "Le vidéobus", dirigé par Jean CALVET, qui avait un ou deux assistants. Initialement, il était commun à toutes les villes nouvelles, se déplaçant de l'une à l'autre. Mais finalement il avait été affecté à Evry. Il intervenait beaucoup dans les milieux scolaires (collèges, lycées). Une association particulière lui servait de support : le CADEP (Centre audiovisuel pour le développement de l'éducation permanente).

Autres services : celui qui s'occupait des "opérations vacances", dirigé par RAFFUGEAU assisté de CHAUDRON, et celui de BLANCHARD, qui commandait ceux qu'on avait surnommés "Les shadocks". Ils constituaient une équipe logistique très efficace – COULON les avait appelés "les polytechniciens" : des bricoleurs polyvalents, qui procuraient toutes les conditions matérielles de fonctionnement pour des spectacles ou animations internes ou externes. Parmi eux se trouvait un ancien élu de Ris-Orangis : Mimile LECLERC.

D.P. C'est BLANCHARD qui, par la suite, est devenu directeur des services techniques de la mairie de Lisses.

A.D. Voilà. Et il ne faut pas oublier la bibliothèque de l'Agora et son abondant personnel, dirigé par Pierre GAILLARD, puis le service de santé mentale de la petite enfance, relié au service du secteur psychiatrique, avec le docteur TEBOUL, puis le CDDP (Centre de documentation pédagogique) dépendant de l'académie de Versailles, et le CIO (Centre d'information et d'orientation) de l'éducation nationale, dirigé par FOUTRIER.

Autre service indépendant mais intégré : L'ANPE, en position très voyante, au rez-de-chaussée. Elle permettait de faire contrepoids à l'ambiance de luxe induite par le centre commercial. Il fallait attirer tout l'éventail de publics dans ce centre urbain nouveau, dès sa naissance. C'est dans le même esprit que nous avons tenu à implanter la maison des syndicats tout à côté de l'Agora. Le Conseil général de l'époque, présidé par Robert LAKOTA, du Parti communiste, avait joué le jeu.

E.C.B. Une véritable usine à gaz, cette Agora. A la direction, Maurice CAYRON a succédé à Jean BASTID en 1977, avant même la victoire municipale des socialistes et le basculement du SCA (Syndicat communautaire d'aménagement) vers la gauche.

A.D. Exactement. Peut-être voyait-il arriver ce changement. En tout cas il n'a pas demandé de prolongation de sa mobilité, au bout de la période de deux ans. Maurice CAYRON était un diplomate qui essayait de concilier tout le monde, mais la tâche était

difficile. Il est resté quelques années, mais assez vite, l'Etat a diminué ses financements, et c'est là qu'Evry-animation a été mise sur la touche, puis supprimée.

E.C.B. Ca, c'est en 1980 ; la première alerte financière. Jacques GUYARD, le nouveau député-maire, a supprimé Evry-animation.

La municipalisation

D.P. On ne peut pas dire que c'est Jacques GUYARD qui a supprimé Evry-Animation. Ce n'était pas dans son discours, en tout cas.

A.D. D'accord, c'était la faute à l'Etat, qui retirait ses financements. Mais dans le même temps, Jacques GUYARD faisait fermer le centre d'information de l'Epévy. S'agissant d'Evry-animation, je crois même qu'il était poussé par les maisons de quartiers, qui se plaignaient de manquer de moyens, et qui jugeaient abusif le rôle joué par l'Agora.

E.C.B. C'est le retour aux communes. En 1983, quand Jacques GUYARD est devenu maire d'Evry, il a communalisé beaucoup d'opérations.

A.D. Ne nous acharnons pas contre Jacques GUYARD. La remunicipalisation s'est opérée dans toutes les villes nouvelles de France, même à Saint-Quentin-en-Yvelines, qui a tardé plus que les autres à suivre cette voie.

D.P. Non ! A Cergy, aujourd'hui encore, il y a l'équivalent de l'Agora et de Marc COULON qui fonctionnent toujours.

A.D. Non. Cergy est en effet, en région parisienne, l'une des deux villes qui ont le mieux gardé l'ambition d'unité intercommunale. Mais à mon avis, c'est surtout dû à la position dominante acquise par la commune de Cergy, et à la personnalité de son maire, Dominique LEFEBVRE, qui est en même temps président de la communauté d'agglomération. Il fait peut-être un peu illusion, car beaucoup de communes lui résistent.

E.C.B. Disons qu'il a quand-même joué le jeu de la ville nouvelle au sens d'un ensemble de communes, alors qu'à Evry, on jouait plutôt le jeu du retour à la primauté communale.

A.D. Les positions se sont nettement affichées dans le cadre de la commission d'évaluation des villes nouvelles, confiée par le Premier ministre à Jean-Eudes Rouillier. Pour l'Ile de France, seulement deux présidents de CA ont tenu le discours de constat d'échec d'une intercommunalité pensée comme une somme de communes indépendantes. En regardant l'avenir, ils donnaient comme inévitable le passage, d'ici dix à vingt ans, à un système de super-maire élu au suffrage universel direct. Dominique LEFEBVRE, pour sa part, préférait le système PLM. Comme à Paris, Lyon ou Marseille, les maires des communes actuelles subsisteraient comme maires d'arrondissements, mais ils seraient coiffés par un super-maire faisant l'unité, avec des services communs efficaces.

D.P. Qui était l'autre président de ville nouvelle d'Ile de France à tenir ce discours ?

A.D. Robert CADALBERT, président de la CA de Saint-Quentin-en-Yvelines. Lui penchait plutôt vers un président de CA élu au suffrage universel, sur les mêmes listes que pour les municipales.

E.C.B. Je suis d'accord, mais alors, comment ne pas remarquer que dans les diverses lois qui se sont succédées : celle de CHEVENEMENT, celle de ROCARD... il y avait toujours des dispositifs qui auraient permis d'élire des représentants supra-communaux au suffrage universel. Mais personne n'en a voulu.

A.D. Certes ! Mais justement, à la commission ROULLIER, Robert CADALBERT reconnaissait que c'était une erreur, mais qu'il n'y avait pas eu moyen de faire autrement, parce qu'à l'époque, la culture d'intercommunalité n'existait pas. Un autre élu de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui a été président du SAN : Roland NADAUS, avait la même position. Maintenant, ils estiment que l'opinion serait préparée à de telles solutions.

D.P. L'opinion, c'est eux qui la préparent.

A.D. Ah ! Je parle de ce que j'ai entendu à la commission ROULLIER. Peut-être que devant leurs électeurs, leur discours diffère un peu.

Mais il faut voir aussi qu'à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'équivalent d'Evry-animation, l'APASC (Association pour la promotion des activités socioculturelles), a tenu jusqu'en 1987. Son conseil d'administration était composé de responsables de réseaux préexistants : parents d'élèves, MJC, fédération des œuvres laïques, scoutisme... Grâce à Trappes en particulier, la population de départ était nettement supérieure à celle de la ville nouvelle d'Evry. L'animation de l'APASC a davantage marqué les esprits, et développé un plus fort sentiment d'appartenance à la ville nouvelle. Lors de la municipalisation les résistances qui se sont manifestées, ont été plus fortes que celles de notre ACUSCO (Association pour la création d'une seule commune)

A Cergy, le centre culturel subsiste encore, près de la préfecture, c'est vrai. Mais il n'a rien à voir avec ce qu'était notre Agora. Un projet aussi ambitieux que le nôtre avait été proposé au début, du temps de GIRARD, l'équivalent de Marc COULON. Mais les élus avaient fusillé dans l'œuf ce projet. Après, on lui a substitué un centre culturel, beaucoup plus modeste quand à sa partie animation. Ils y ont installé les locaux de l'institution intercommunale (SCA, puis SAN, puis CA), qui tiennent beaucoup de place. A Saint-Quentin, l'APASC avait une bien plus grande envergure.

Autres équipements, autres projets

E.C.B. Je reviens à ce que tu disais sur l'idée que les EPA outrepassaient leur rôle en s'occupant d'animation. C'est vrai, mais cela ne nous a pas empêchés de pousser des projets, aboutis ou non, qui étaient quand-même appréciés.

Par exemple, j'ai eu à m'occuper longtemps d'un projet de musée des chemins de fer à Fleury-Mérogis, avec un doux rêveur qui avait des collections énormes de matériel. Il s'appelait Jean-Yves GUILLEMONT. Je pense aussi à ce projet de faire du Clos-aux-Pois un grand centre où l'on aurait mêlé l'animation, le commerce et la pratique des sports. Il aurait présenté toutes les innovations dans ces domaines, et permis à chacun d'essayer les nouveaux matériels. Par exemple, on aurait fait du ski sur des pistes artificielles, il y aurait eu des rochers d'escalade géants... Nous avons longuement utilisé les services du Cabinet MENIGHETTI sur ce sujet. Le SAN était contre. Mais surtout, on n'a pas trouvé de locomotive au niveau de l'investissement.

Voilà simplement des exemples qui montrent que tout au long de notre histoire, nous n'avions pas peur d'essayer de faire de grands projets d'animation, de type musée ou lieux d'activités.

D.P. Il y a eu aussi l'école nationale de musique et de danse, qui s'est réalisée.

A.D. Alors on pourrait aussi parler de l'UTL (Université du temps libre). A la fin de ma carrière, au SAN, je me suis beaucoup employé à accompagner ses promoteurs. L'initiative n'était pas de moi, mais d'un groupe de gens de Courcouronnes, comme Pierre GLEDEL, Claude VALETTE, François AMBOLET... Certains appartenaient à un groupe de marche. Il y avait aussi un ancien directeur du personnel d'IBM Corbeil : François BELLANDE. Ils couraient après quelque chose qui ressemblait beaucoup à mon vieux rêve d'université populaire. La plupart d'entre eux venaient du monde de l'entreprise. Ils ne connaissaient pas bien les rouages administratifs d'où pouvaient venir les financements de leurs projets. Alors avec quelques autres, comme Henri JARRIGE, nous avons eu plaisir à leur expliquer les pistes et les mœurs de la "jungle".

Et il y a eu encore le FIAPEVRY (Foyer international d'accueil et de promotion sociale d'Evry), dans lequel je me suis investi une bonne douzaine d'années. J'étais fortement encouragé par BOIREAU sur ce projet, qui voulait mélanger une maison de la formation professionnelle, et l'accueil de voyages de jeunes d'âge scolaire, comme au FIAP de la rue Cabanis, à Paris. Une sorte d'auberge de jeunesse de luxe, avec des espaces communs d'un hôtel trois étoiles. Cela induisait le mélange de publics très différents, qui ne faisaient pas toujours bon ménage.

Avec BOIREAU, nous avons commencé par visiter en France des équipements qui se rapprochaient de cette formule. Nous avons trouvé plusieurs maisons de la formation professionnelle à Chambéry, à Lille, à Exincourt près de Sochaux et des usines Peugeot. Le FIAPEVRY a ouvert en 1978. Notre plus grande réussite est peut-être d'avoir servi de tremplin aux ateliers d'arts plastiques, qui sont maintenant prospères.

D.P. Tu veux dire les ateliers d'arts plastiques de Mora ?

A.D. Oui. En même temps que je cherchais les financements pour construire le FIAPEVRY, j'avais monté avec le ministère de la culture une opération d'ateliers-logements pour des artistes, dans le secteur des Passages. Manuel MORA a puisé parmi eux les enseignants pour démarrer des cours d'arts plastiques à la MJC du vieil Evry. Et surtout, il a organisé régulièrement, au FIAPEVRY, des expositions des œuvres de ses élèves. Elles ont attiré de grandes foules d'habitants pour leurs vernissages. MORA nous explique (MVN l'a interviewé récemment) que c'est l'argument qui a compté le plus pour obtenir des élus les locaux et les moyens pour développer son institution. Maintenant, après avoir déménagé plusieurs fois, ils sont installés dans les communs du château Bataille, et ils comptent bien 1500 élèves. Ils attirent largement hors de l'agglomération, notamment sur Corbeil-Essonnes et la Seine-et-Marne.

Durant son existence (jusqu'en 1992), le FIAPEVRY a largement contribué à l'animation du nouveau centre urbain. Il pouvait recevoir jusqu'à cinq à six autocars, soit environ trois cents personnes. Il s'agissait souvent de jeunes anglaises. Pierre MAZE nous a raconté à quel point elles étaient friandes des night-clubs qu'il a animés. Elles attiraient beaucoup de dragueurs autour du FIAP. Malheureusement, les voyages scolaires avaient un caractère très saisonnier. Après leur passage, il était difficile de faire le plein le reste de l'année. Et ce fut pire après l'accueil d'un groupe de Libyens, qui a séjourné une année entière.

Que reste-t-il des ambitions du début ?

D.P. Vous dites toujours « *Il y avait* ». Mais aujourd'hui, dans nos équipements, on voit quand-même vivre des restes des ambitions premières ! Le FIAPEVRY a disparu, mais il est devenu la résidence universitaire "Le dragueur". La ville n'est pas morte. Elle vit toujours.

A.D. Oui. L'UTL prospère, mais la "maison université entreprises" (MUEVE), qui établissait des ponts entre l'université et les milieux patronaux, sous la présidence de Gérard GENTILHOMME, ancien directeur de la SNECMA, vient de disparaître.

D.P. Mais les maisons de quartiers, elles existent toujours ! Et les écoles à aires ouvertes, elles ont peut-être laissé des traces !

E.C.B. Non. Les bâtiments existent toujours, mais on a remis des cloisons. De tout ce qui avait présidé à leur création, à leur conception initiale, il ne reste rien. Regarde le théâtre : il est redevenu tout à fait classique lui aussi.

D.P. Oui ! Mais qu'est-ce qui empêche que tout cela évolue dans le temps, à nouveau ? L'Agora reste quand-même un beau mélange de fonctions.

A.D. Il faut resituer tout cela dans l'évolution générale du pays. C'est toute la France qui est revenue au cloisonnement, dans les années quatre-vingt. Les villes nouvelles sont, dans l'administration française, un épisode exceptionnel de décroisonnement des services pour prendre en compte l'horizontalité. Il n'a pas de suite. Le préfet AURILLAC nous l'a clairement dit en ces termes, à la commission ROULLIER. Il nous l'a même écrit dans notre Document mémoire n° 6, en souvenir d'André LALANDE, lorsqu'il parle avec nostalgie de la méthode DELOUVRIER, qui reposait sur les tours de table de "tord méninges", confrontant tous les services pour coller au pragmatisme d'un terrain précis. Les impulsions d'en haut descendaient entre cloisons, mais devaient se conjuguer avec l'horizontalité d'une situation locale.

L'évolution du ministère de la culture est exemplaire. Quand il s'agissait de financer l'Agora, il mettait en face de nous Catherine TASCA et son supérieur Jean BRAJOT, directeur du théâtre et de l'action culturelle. Eux-mêmes nous poussaient à l'interculturel, au mélange, au décroisonnement. Je vois encore BRAJOT disant à Marc COULON « *Les activités culturelles ne sont qu'un prétexte. Pour vous, la priorité doit être la construction d'une vie sociale* ». Ils acceptaient de financer des mètres carrés sans reconnaître leurs petits au bout de la course. Mais ensuite est arrivé Bernard FAIVRE-d'ARCIER (vers 1978, avant qu'il n'aille à Avignon). Alors le discours s'est inversé. Il fallait retrouver tous les espaces d'une maison de la culture, il fallait rentrer dans les critères tout à fait classiques des CAC (Centre d'action culturelle). Et l'impulsion venait de plus haut que lui.

Dès la fin des années 70, chaque ministère s'est replié sur sa boutique. L'APASC, à Saint-Quentin-en-Yvelines, en a plus souffert qu'Evry-animation et l'Agora d'Evry. Ils

ont continué plus longtemps que nous sur la lancée du décroisement, portés par l'opinion locale. Il a disparu seulement à partir de 1987. Ils ont vu le ministère de la culture les lâcher, et les obliger au repliement sur la conquête d'un public de maison de la culture classique, avec son association propre.

D.P. Il n'empêche, à Evry, tu as toujours une patinoire et une piscine à côté du théâtre, et les juges du tribunal traversent toujours la place de l'Agora pour aller manger en face. Ils croisent les sportifs des Arènes.

A.D. Tu as raison. Nous ne devons pas rester dans le pessimisme. Les temps évoluent. La période allant de 75-80 jusqu'à 2005 est celle du repliement sur la sphère individuelle. C'est la période REAGAN-THATCHER, le libéralisme triomphant. Maintenant on commence à en voir les limites et à rêver d'autre chose.

En attendant, les mœurs administratives se sont repliées sur le passé. C'est gênant au niveau de la gestion municipale, qui n'est pas du tout adaptée au maniement d'un monstre comme l'Agora. Il fait peur aux élus. Le métier de maire sait faire avec des écoles, des stades ou des gymnases. Il ne sait pas quoi faire d'une Agora. Le pari de LALANDE est perdu pour le moment. On en revient à la routine des 36.000 communes françaises, que la République s'est ingéniée à diviser pour régner.

D.P. Tu es entrain de nous expliquer que les politiques ont fait capoter les belles idées des technocrates !

A.D. Non. Je ne mets pas en cause des hommes, mais des structures administratives qui les dépassent de loin, et surtout depuis très longtemps. Les hommes politiques ont eu la conduite que les structures leur imposaient. La période a voulu moins d'Etat. Les efforts sont allés vers la stimulation de l'initiative privée, et pas vers l'invention de nouvelles gouvernances et de nouvelles mœurs administratives.

E.C.B. Je voudrais essayer d'être, non pas pessimiste, mais réaliste. Ce qu'on a tenté de faire représentait une révolution par rapport aux notions d'espace public ou privé. Nous avons créé de l'espace semi-public. Les exemples foisonnent, aussi bien dans les Pyramides que dans les Passages ou dans l'Agora. Ce que l'on voit, aujourd'hui, est une carence de gestion. A la fois de la part des collectivités locales et des bailleurs publics et privés, et je dirai même des personnes. Il faut avoir le courage de reconnaître que pour des tas de raisons, avec nos propres responsabilités et celles des autres, ce que nous avons amené comme supplément d'âme, comme éléments capables de forcer des évolutions nécessaires, des maturations accélérée de l'évolution sociale, tout cela a raté. Tout cela a été repris par le traditionalisme. Cela n'enlève rien aux aspects réussis : l'équilibre emploi/travail, l'organisation des réseaux viaires, les transports en commun, l'organisation générale des quartiers... qui demeureront à très long terme.

A.D. Pour aller vite, on peut dire que la ville nouvelle a bien réussi sur le plan du développement économique, sur le plan de l'urbanisme, mais qu'elle a, pour le moment, échoué sur le plan de l'unification de la vie sociopolitique.

Le pari d'André LALANDE est perdu. Son expérience de reconstruteur d'après-guerre l'amenait à souhaiter des regroupements de communes. Il nous parlait souvent de Massy-Antony, qui le mettait en colère. L'idée d'implanter le grand-ensemble à cheval sur les deux communes avait été voulue pour les forcer à s'unir. Non seulement elles ne l'ont pas fait, mais avec le redécoupage des départements d'Ile-de-France, leur séparation a été aggravée par une limite départementale. Massy est dans l'Essonne, et Antony dans les Hauts-de-Seine.

Avec les villes nouvelles, il redevenait optimiste. Les opérations étaient de bien plus grande échelle : dix à vingt communes souhaitées au départ, quinze pour Evry. Il était convaincu que cette fois, la France serait bien obligée de trouver une autre intercommunalité. Avec l'Agora, il forçait encore plus dans ce sens. Il réalisait un équipement à l'échelle du chef-lieu, destiné à desservir 300 à 500.000 habitants. En tout cas bien plus que la population des quatre communes qui sont finalement restées dans le SCA. En créant la fonction, il était convaincu que les pouvoirs publics seraient obligés d'inventer l'organe. Et bien non. On reste dans les cadres administratifs de l'Essonne rurale du XVIII^e siècle.

E.C.B. Oui, je crois que l'on peut dire cela.

A.D. Un exemple typique du retour au cloisonnement, c'est le collège des Pyramides. Dans l'équipe qui a gagné le concours il y avait donc, au titre de conseiller, Jean ADER : le membre du club interministériel des équipements intégrés, dont j'ai parlé tout à l'heure. Dans la perspective d'un collège support pour la vie sociale et culturelle du quartier, il avait conçu un équipement en pont au-dessus d'un passage public. En plus, il y avait une salle de spectacles de 400 places commune au collège et à la maison de quartier attenante. Avec le renforcement des cloisons administratives, cela a fait pousser des hauts cris. On a remis les barrières, on a supprimé le passage public, et je crois que le collège s'est approprié la salle de spectacles. L'éducation nationale n'ambitionne plus d'intervenir dans la vie socioculturelle. La France se bureaucratise encore plus. Le civisme des années soixante-dix s'est assoupi.

D.P. Donc, ADER a fait partie de ces sales gamins qui faisaient n'importe quoi.

A.D. Oui. Sauf qu'il avait cinquante ans. La génération qui nous a succédé s'est ingéniée à défaire ce que nous avons fait. Mais on peut faire confiance à la suivante pour désirer encore autre chose.

Louis MOREAU



Directeur départemental (91) des MJC de 1970 à 1975

Directeur administratif et financier de la fédération française des MJC de 1975 à 1981

Directeur régional Ile-de-France des MJC de 1981 à 1996

Interview réalisée le 27 juin 2007

par Dominique PLANQUETTE et André DARMAGNAC

André DARMAGNAC : Comment as-tu vécu l'aventure de naissance de cette ville nouvelle ? Ton témoignage nous intéresse d'abord pour ta vision professionnelle, mais aussi parce que tu es venu habiter Evry, dans un premier temps aux Pyramides et maintenant à Courcouronnes.

Louis MOREAU : Je suis venu habiter Evry pour me rapprocher de mon lieu de travail, qui était à Ris-Orangis, mais aussi par choix, pour vivre l'aventure de la ville nouvelle. Les media en avaient beaucoup parlé, et Raymond SABOURET, le directeur départemental de la jeunesse et des sports, avait su nous motiver sur cette dynamique. Pourtant, mon milieu professionnel m'encourageait plutôt à ne pas venir dans ce "guépier".

Dominique PLANQUETTE : Pourquoi ?

L.M. Les relations difficiles entre les politiques du secteur donnaient beaucoup de soucis. En particulier Roger COMBRISSE, maire de Corbeil-Essonnes, et Daniel PERRIN, maire de Ris-Orangis, avaient beaucoup de réticences envers cette ville nouvelle de Michel BOSCHER, "qui prenait tout pour elle".

Je devais être un peu kamikaze, parce que déjà avant, Michel BOSCHER n'avait pas épargné la FFMJC (Fédération française des maisons de jeunes et de la culture) à propos de la MJC d'Evry-Village, qu'il qualifiait de "repaire à cocos". C'était juste après mai 68. Nous avons apaisé l'affaire en faisant venir un nouveau directeur : Georges SERCLERAT.

Quand on a créé les nouveaux équipements socioculturels de quartiers, sur la ville nouvelle, Michel BOSCHER, sans doute pour nous contrer, a créé de toutes pièces une nouvelle fédération de jeunesse et d'éducation populaire, la "Fédération inter-jeunes", basée d'abord au petit équipement qui est devenu la MQ (maison de quartier) du Village, près du collège. Ensuite, cette fédération a géré la MQ du Parc-aux-Lièvres.

Dans le même temps, j'avais des relations avec les habitants qui prenaient possession de leur quartier et se demandaient comment faire vivre leur maison de quartier. Ils nous ont tous sollicités, les uns après les autres. D'abord ceux du Parc-aux-Lièvres, puis ceux du Champrier-du-Coq, des Epinettes, et ainsi de suite. Je me souviens en particulier du Champrier-du-Coq. Ils étaient une quinzaine d'habitants, qui nous avaient convoqués en même temps que d'autres fédérations : Léo-Lagrange, la fédération des œuvres laïques...

D.P. Et quelle était leur demande ?

L.M. De mieux nous connaître et de voir comment on pouvait les aider à organiser la structure associative. De voir le mode de fonctionnement qu'on préconisait, les statuts types, les relations avec la collectivité locale, avec la fédération, la place des bénévoles, la nomination du directeur, par qui il était payé... Devant eux, j'ai gagné la mise partout, mais ensuite, aucune MQ ne s'est affiliée à la FFMJC.

La raison invoquée était que les équipements de quartier de la ville nouvelle recevaient une importante subvention de la CAF (Caisse d'allocations familiales) pour leur

fonctionnement, et que cet organisme menaçait de retirer son aide si la nouvelle association s'affiliait à la FFMJC.

D.P. André, à cette époque là, c'est toi qui faisais la programmation des équipements socioculturels ? C'est toi qui faisais les montages financiers ?

A.D. Je faisais les montages pour la construction des équipements, mais s'agissant de leur gestion, la mairie était seule responsable. Je m'occupais de trouver un architecte, de le suivre dans son travail, d'inscrire les demandes de subventions... Mais quand on passait au fonctionnement, les mairies agissaient seules. Elles ne me tenaient pas au courant. Par exemple, c'est la première fois que j'entends parler de cette affaire de la CAF.

L.M. En fait, je connaissais l'enjeu de la ville nouvelle. Je m'intéressais à ce qui aurait pu être un projet d'animation globale sur la ville, en faisant jouer la vie de quartier avant tout, mais sans oublier qu'il y avait des projets culturels ou d'animation socio-éducative à mettre en place à l'échelle de l'ensemble. C'est ce qu'a fait, ensuite, Evry-animation, mais sans me demander mon avis.

A.D. De mon côté, je voyais que BOSCHER était agacé par ces créations de kyrielles d'associations. Il en fallait une nouvelle pour chaque maison de quartier, et puis Evry-animation est arrivée en 1973, et elle a précipité le mouvement.

L.M. Il était débordé parce qu'il voulait tout contrôler.

A.D. J'ai quand-même eu un rôle dans le choix de Marc COULON. J'ai simplement proposé son nom à André LALANDE, mon directeur, qui a transmis à BOSCHER. Je connaissais les idées de COULON, mais il avait un vernis de grande famille bourgeoise parisienne, auquel je savais BOSCHER très sensible. BOSCHER l'a tout de suite identifié comme maoïste, mais il l'a laissé venir.

L.M. Je n'ai pas bien compris pourquoi Marc COULON restait distant vis à vis de la FFMJC, et de moi en particulier. Alors que nous avions tout fait pour essayer d'aider la création de cette animation de la ville nouvelle. Nous sommes allés jusqu'à accepter le détachement de Georges SERCLERAT à l'Agora, et moi-même, j'ai accepté une petite mission pour la mise en place du centre associatif de cette même Agora.

J'ai vite vu que cet appel arrivait trop tard. Toute la frange laïque de l'éducation populaire : les CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation actives), les FRANCAS (Francs et franchises camarades), la FOL (Fédération des œuvres laïques)... avaient déjà décidé de rejoindre la maison de l'enseignement, au quartier Le-Mousseau. Je n'ai jamais pu les convaincre de venir se regrouper à l'Agora. Il faut dire que ce centre associatif de l'Agora était bien conçu pour une foule de petites associations, avec des box de courrier, une ou deux salles de réunion au milieu, un comptoir d'accueil avec une hôtesse en permanence... mais le nombre de bureaux, 2 seulement, n'était pas à la mesure des unions départementales.

J'avais suivi, personnellement, la création d'un centre associatif départemental à Grenoble. C'était dans un vieux bâtiment rénové, avec beaucoup de bureaux, beaucoup d'espaces et des services communs importants, allant jusqu'à une imprimerie commune pour leurs documents.

D.P. Toi André, tu le voyais comment, ce centre associatif départemental ?

A.D. Comme VERDET, l'inspecteur général de jeunesse et sports, nous l'avait décrit : les surfaces d'un grand modèle de MJC (1.500 m²), adaptées aux besoins des associations. Je n'avais pas prévu que ce serait trop petit pour les fédérations.

L.M. On était loin des 1.500 m² !...400 tout au plus. En fait, il a rendu beaucoup de services à des tas de petites associations. Les fédérations sportives non plus, n'étaient pas intéressées. Elles ont refusé poliment. Et je n'ai jamais pu convaincre les mouvements de jeunesse plutôt confessionnels. Alors ma mission s'est limitée à trois ou quatre mois.

D.P. Pour en revenir aux autres équipements de l'Agora, je me souviens de "la bricolerie" : c'était une sorte de halte-garderie où les parents pouvaient laisser leurs enfants le temps d'un spectacle ou d'aller faire leurs achats. C'était très commode, mais ça n'a pas duré longtemps. A la place, on a mis une extension de la bibliothèque. Je ne sais pas qui l'a remis en cause. Je me demande si les habitants des Pyramides, qui voulaient leur crèche, n'ont pas convaincu BOSCHER de fermer la bricolerie pour transférer les moyens.

Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Dans l'Agora, il y a eu un grand nombre d'équipements programmés, qui ont été réalisés, mais qui n'ont jamais fonctionné.

A.D. Quand nous avons programmé l'Agora, j'étais jeune, je n'évaluais pas bien la réalité du métier de maire en France. Nous avons construit une Agora qui était une sorte de monstre, capable de rendre beaucoup de services, mais bien trop compliqué pour une gestion municipale. Cela a marché à peu près tant que l'Epévré et l'Etat aidaient au fonctionnement, jusqu'en 1980. Ensuite, les élus de gauche étaient là. Ils n'étaient pas partie prenante de la conception, et ils ont plutôt dénoncé le caractère ingérable de ce monstre.

L.M. Pour ma part, je ne mesurais pas bien les objectifs que s'étaient donnés les concepteurs, et l'Agora m'a toujours paru intimement liée à Evry-animation. Avec sa grande salle, le Studio, le gymnase des Arènes, les salles d'exposition... il y avait un outil remarquable pour en faire un centre culturel régional beaucoup plus dynamique que ce qu'il a été.

Il aurait fallu en faire un outil de promotion, de diffusion culturelle, de promotion artistique... plutôt que la conception qui a finalement primé à l'époque, de coordination de toute l'animation de la ville, des quartiers... qui a dévitalisé ce qui se faisait ailleurs.

Un exemple : la MJC du vieil Evry (maison pour tous) s'est vue privée de ses activités phares, qui y marchaient très bien depuis dix ans : en particulier les ateliers d'arts

plastiques, qu'animait Manuel MORA, et la section judo, pour alimenter les activités de l'Agora. Comment voulez-vous que les bénévoles de cette maison, fût-elle la plus ancienne, n'éprouvent pas du ressentiment vis-à-vis d'Evry-animation ? Est-ce que c'était bien le rôle d'Evry-animation de vouloir tout régenter dans la vie des quartiers ?

Une maison de quartier, ça sert à faire se rencontrer les habitants avant tout. Il faut partir des besoins des habitants. Cela ne peut pas se faire au niveau d'une structure aussi lourde qu'Evry-animation. Créteil offre un bon exemple de ce qu'il vaut mieux faire. Dans une grande ville, il faut une certaine coordination des équipements de quartiers, en accord avec le maire, mais sur la base d'une union locale, où chacun s'exprime librement. A Créteil, cela a permis de créer des services communs, qui libèrent les associations propres à chaque maison de la gestion du personnel, de la gestion financière et administrative... Cela enlève beaucoup de soucis. Au lieu de cela, à Evry on a créé une structure qui n'a eu de cesse de tout contrôler, d'éviter les doublons d'un quartier à l'autre... A un moment, j'ai laissé tomber. La FFMJC a quand-même deux équipements affiliés sur la ville nouvelle : la maison pour tous d'Evry, et la MJC, espace Simone Signoret à Courcouronnes.

A Courcouronnes, du reste, c'est l'ancien maire, M. METIVET, qui m'avait appelé, en 1976. Il m'avait dit : *« Dans six mois je ne repasserai pas aux élections. Les nouveaux habitants m'ont contacté, voici leurs noms et leurs téléphones. Je ne connais rien aux maisons de quartier. L'Epérvy nous en a construit une belle. Dites-moi combien coûte son fonctionnement. »*

D.P. Le nom de ces habitants, c'était Georges TRIOULET, Guy BRIANTAIS...

L.M. Oui entre autres. Alors je rencontre cette équipe. Ils étaient une bonne douzaine. Nous avons fait des réunions pour essayer de nous organiser, pour étudier une forme de gestion qui convienne. Nous avons pris notre temps. Nous avons visité d'autres MJC dans le secteur, et nous avons mis en place un conseil d'administration provisoire. Jamais il n'a été question du besoin vital de la subvention de la CAF : le choix d'un fonctionnement démocratique a été le plus fort.

Je dois quand-même rappeler une chose : à l'origine, en 1945, la FFMJC n'était pas un mouvement de jeunesse. Elle est née de la volonté commune entre les pouvoirs publics et tous les mouvements de jeunesse. A l'époque, ils étaient une vingtaine, de toutes obédiences. Grâce à des hommes comme André PHILIP, on a réussi à unifier tout ce monde dans une structure nouvelle, qu'on a appelée MJC. Il y avait à la fois l'obédience laïque et l'obédience confessionnelle. La MJC, c'est avant tout un équipement collectif dans un quartier, dans une ville, et il fallait absolument retisser du lien social après le traumatisme de la guerre.

D.P. Ca ne regroupait quand-même pas les scouts et les patronages ?

L.M. A l'origine si. Le conseil d'administration fédéral avait trois catégories de membres : les membres fondateurs et associés (localement on pouvait prendre leurs représentants du lieu), les pouvoirs publics (localement, c'était le maire, le directeur

départemental de jeunesse et sports...), et des représentants élus par l'assemblée générale, qui devaient avoir autant de voix que les deux autres catégories, plus une. On donnait la priorité aux usagers.

Ces MJC étaient regroupées au sein de la fédération française des MJC dont le délégué général était un haut fonctionnaire de l'Etat. Les directeurs de MJC étaient formés par l'Etat avec un cursus commun avec le corps des inspecteurs jeunesse et sport. Jusqu'aux années 60, le salaire de ces directeurs était entièrement financé par l'Etat (d'où une couverture collective inspirée du statut de la fonction publique). Leur employeur était la FFMJC. Dans les années 60, avec la politique de construction des grands ensembles, le nombre de MJC a littéralement explosé, passant de 200 à 1.200 ! Celui des directeurs permanents de 50 à 400. L'Etat n'a pas suivi : le budget du seul secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports était bien trop faible pour répondre à la demande des collectivités locales. Alors, dès 1964, en créant le FONJEP (Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire), l'Etat demandait aux collectivités locales de financer 50% du coût d'un poste de directeur (en plus du fonctionnement de l'équipement et d'un secrétariat éventuellement...) Il s'engageait à honorer toutes les demandes. Au fil des ans, l'Etat a poursuivi son désengagement au point qu'en 1980 (à cette époque, j'étais responsable des services administratifs et financiers de la FFMJC), j'ai démontré dans une étude que l'aide de l'Etat au financement des postes de directeurs de MJC ne couvrait plus que l'équivalent de la taxe sur les salaires que nous lui versions pour ces mêmes postes ! Jean GUEHENNO, secrétaire d'Etat à la jeunesse (auteur d'ouvrages sur l'éducation populaire) et André PHILIP doivent se retourner dans leur tombe !

A.D. Tout à l'heure, tu nous disais que dans ton esprit, l'Agora et Evry-animation c'était la même chose. Un seul bloc. Là où j'étais, je ne percevais pas quelque chose d'aussi uniforme. Mais c'est vrai qu'à Evry, nous avons eu des animateurs parachutés. Ce n'était pas pareil dans toutes les villes nouvelles. A Saint-Quentin-en-Yvelines, par exemple, l'EPA a recruté Daniel MAYET, un ancien responsable national du scoutisme, pour s'occuper exclusivement de la mise en place de l'animation.

Le travail de Daniel MAYET a consisté à prendre contact avec tout ce qui existait, dans le secteur de Trappes et de la ville nouvelle, comme mouvements de jeunesse, associations de parents d'élèves, clubs sportifs... tout ce qui pouvait représenter la société civile. Ces contacts ont conduit à la création de l'APASC (Association pour l'animation sociale et culturelle). Une sorte d'office, comme tu décrivais tout à l'heure pour Créteil.

L.M. Oui. Créteil a créé une sorte d'union locale des maisons de quartier. Cela permet aux habitants impliqués dans leur quartier d'être au fait de ce qui se prépare et d'y participer. C'est un lieu de concertation pour des projets d'animation à l'échelle de la ville.

A.D. Tu sais qu'à Saint-Quentin-en-Yvelines, avec les élections de 1977, beaucoup d'animateurs ou administrateurs de l'APASC se sont retrouvés au pouvoir municipal.

L.M. Cela ne me choque pas. Bien des responsables de MJC sont devenus des élus, mais je voudrais vous faire remarquer, à l'exemple de Courcouronnes, qu'ils ont alors quitté leurs responsabilités dans l'association. Quand j'ai quitté mes fonctions fédérales, il y a une dizaine d'années, sur toute la France il y avait une moitié des MJC dans des communes de gauche, et l'autre moitié dans des communes de droite.

A.D. C'est bien. Mais je dois dire qu'à Saint-Quentin-en-Yvelines, ces nouveaux élus issus de l'animation de l'ensemble de la ville nouvelle ont quand-même tout remunicipalisé. L'APASC a duré 8 à 10 ans de plus qu'Evry-animation. Cela a permis de développer un sentiment d'appartenance à la ville nouvelle beaucoup plus fort qu'à Evry, mais on en est quand-même venu à fracturer la vie civique et sociale pour la faire tenir dans les vieux cadres communaux.

L.M. Il faut aussi tenir compte du fait que là-bas, il y avait davantage de communes qu'à Evry, et parmi elles, des villes déjà importantes, comme Trappes.

Et puis ici, il y avait le voisinage de Corbeil-Essonnes et de Ris-Orangis. La MJC de Corbeil est un exemple architectural remarquable, et en même temps que l'Agora, Corbeil s'est dotée d'un centre culturel magnifique. Et puis Ris-Orangis a construit sa nouvelle MJC et a créé le centre culturel Robert Desnos, qui ne marche pas si mal, avec un directeur remarquable : Guy MAGIN, un ancien directeur de MJC. Ces deux villes avaient les maires les plus allergiques à la ville nouvelle : COMBRISSE et PERRIN.

D.P. Et toi personnellement, en tant qu'habitant des Pyramides, comment as-tu vécu la ville nouvelle ?

L.M. J'ai des tas de bons souvenirs de la ville nouvelle. C'est très intéressant de voir naître une vie de quartier. Les Pyramides, c'était quand-même un monde. Les relations de voisinage n'étaient pas évidentes, mais on sentait qu'il y avait une spontanéité des habitants à se rencontrer et à s'impliquer dans la vie sociale du quartier. Je me souviens des petites fêtes locales que l'on faisait à la Saint-Jean par exemple, dans le square. C'était très suivi, les gens descendaient de leurs pyramides.

D.P. C'était pareil ici, à Courcouronnes. On faisait des feux là, sur la pelouse. Tout le monde sautait par-dessus. Maintenant, cela ne se fait plus qu'au hameau de la Garenne. J'observe que beaucoup d'associations disparaissent. Les mairies prennent en main, directement, tout ce qui concerne l'animation.

L.M. Ce que j'ai trouvé d'extraordinaire, sur la ville nouvelle, c'est que dans un rayon de 400 mètres autour de chez nous, nos enfants ont fait toute leur scolarité, de la maternelle au lycée. Nous ne les avons jamais mis dans une garderie. On pouvait se débrouiller comme ça. Ils rentraient de classe seuls, à pieds.

D.P. Maintenant, on ne laisserait plus les enfants rentrer seuls.

L.M. Pour la sécurité comme pour le reste, on démissionne devant les difficultés. C'est à se demander s'il y aura encore des gens pour s'intéresser aux équipements de quartiers dans les milieux sensibles. On démissionne devant la difficulté à intéresser une certaine jeunesse. C'est une lacune énorme. Et je dis mea culpa à la FFMJC comme les autres.

En dix ans, avec la création des quartiers populaires autour de Paris et des grandes villes de province, le nombre de MJC est passé de 200 à 1.200. C'est vous dire comment on attendait des MJC qu'elles résolvent les problèmes sociaux. Or ces problèmes ont été mal résolus parce que mal pensés. Personne n'a vu l'ampleur des moyens qu'il fallait mettre pour arriver à créer une vie sociale normale et épanouissante.

Alors maintenant, on est contraint à des efforts financiers considérables, à côté de ce que coûtaient les MJC autrefois. Il n'y a jamais eu de table-ronde au moment de la création de ces zones d'habitat populaire. Il n'y a pas eu de grande réflexion prospective pour prévoir ça. Même à la FFMJC, nos professionnels, peut-être échaudés par des échecs, ont laissé tomber un certain nombre d'animations en direction des jeunes les plus défavorisés ou des enfants ou préadolescents mal socialisés. Et ça, c'est dramatique.

A.D. C'est-à-dire qu'il y a eu un changement de population. Dans les années 60-70, c'étaient des enfants d'ouvriers ou de paysans qui arrivaient de province. Alors que maintenant, ces jeunes viennent d'autres cultures.

L.M. Oui mais... J'ai fait mes premières armes au début des années 60, à la MJC de Boulogne-Billancourt, rue Anna Jacquin, elle a disparu depuis. Avant ma formation de directeur de MJC, j'avais le rôle de père-aubergiste, comme dans les auberges de jeunesse. "Père-aub", comme on disait. On était appelés par les services sociaux de la ville de Paris pour prendre en charge les jeunes provinciaux qui échouaient du côté de la gare Saint-Lazare. Il fallait les aider à s'installer, à se socialiser. Nous n'avions pas d'aides. Alors nous nous sommes débrouillés seuls. Nous avons construit des bungalows en bois dans le parc, et nous avons installé des dortoirs dans la maison bourgeoise, où se trouvait la MJC. Nous l'avons fait sans aide de la ville de Boulogne. Nous hébergions ainsi une centaine de jeunes et nous recevions des groupes de jeunes - allemands surtout - en visite à Paris, et des ajistes (membres des auberges de jeunesse).

A.D. Je m'en souviens. C'est là que j'ai logé la première fois que je suis venu à Paris.

L.M. Et nous prenions des risques énormes du point de vue sécurité. Maintenant, avec les règlements et le principe de précaution, on ne ferait plus ça bien sûr ! Aujourd'hui, on se demande s'il ne faut pas être fou, pour un jeune, d'encadrer des enfants en séjour de vacances.

Pierre MAZE



Animateur de la place de l'Agora de 1975 à 1978

Directeur du complexe de loisirs GAUMONT (cinémas, bowling, night-club) de l'Agora de 1978 à 2001

Interview réalisée le 14 mai 2004

par Dominique PLANQUETTE, André DARMAGNAC
et d'autres membres de Mémoire de la ville nouvelle
mis en forme par André DARMAGNAC.

Mémoire de la ville nouvelle : Tu es arrivé fin 1975 pour être animateur de la place de l'Agora.

Pierre MAZE : C'est ça. J'arrivais de Concarneau où j'ai ouvert et pris la direction du centre des arts et de la culture. Ensuite j'ai pris la direction de la MJC de Mondeville, près de Caen. C'est là que j'ai connu Raymond SABOURET, qui était inspecteur départemental de la jeunesse et des sports du Calvados. Ensuite il est devenu directeur départemental de la jeunesse et des sports de l'Essonne. C'est lui qui m'a fait venir à Evry. Il m'appelait Guy LUX. Il a jugé que j'avais le profil pour animer cette place de l'Agora. A Mondeville, j'avais fait un festival culturel où j'avais accueilli MOULOUDI, les Frères Jacques, Jean-Marc TENBERG...

A mon arrivée, j'ai beaucoup apprécié Jean BOIREAU, qui a été, on peut dire, le bras droit de BASTID le directeur général de l'Agora. COULON, le directeur, c'était plus les expositions, les affiches, les grands spectacles... Tandis que BOIREAU, c'était le "RICHELIEU" de BASTID. Je l'ai vu faire plein de choses, donner plein d'idées. Il est à l'origine de multiples associations à Evry.

Sur la place de l'Agora, nous étions toute une équipe dans le petit stand d'accueil rond, entre le pilier et la terrasse de la brasserie Hexagora (devenue le Quick). Il y avait Larbi AMROUCHI, qui parlait aux maghrébins, une belle blonde : TULLA qui était finlandaise et qui parlait le russe, Gitka OLIVIER qui était polonaise, Marie-Claire LAFON-GABRIEL qui venait des Antilles, Jacqueline BONNEFOND... Ils se relayaient de 9h du matin à 7h du soir, mais moi j'étais là jusqu'à 1h du matin. En plus dans notre dos, les hôtesse d'Evry-accueil étaient là aussi. Il y avait Françoise GRIMAUD, Claire RAQUIDEL, Christiane LEJEUNE... j'en oublie sans-doute. Au total, nous étions trois ou quatre en permanence.

A Evry-animation, il y avait beaucoup de monde aussi. Annick BIMBENET était le bras droit de BOIREAU. Patrick RAFFUGEAU et Patrick CHAUDRON s'occupaient de l'opération vacances, MARTY s'occupait du ciné-club, VIDAL était la mémoire et faisait des études sociologiques, avec LAGREE, et puis en bas, autour du jardin, il y avait le planning familial avec un médecin, la crèche, le dispensaire... Georges SERCLERAT supervisait tout ça, avec ses méthodes de directeur de MJC pour introduire l'animation. Comme Constant BARRET a fait ensuite en passant de la MJC du vieil Evry au foyer-club de troisième âge. Avant 1977, dans Evry-animation, nous devions bien être une quarantaine avec les secrétaires, l'intendance, les vigiles...

M.V.N. La première manifestation que vous avez faite, c'est la quinzaine du 3^e âge, en 1976 ?

P.M. Non la première, quand j'arrivais, c'est le petit train à l'occasion de l'inauguration de la gare, le 4 décembre 1975. Ensuite il y a eu celle des vélos, puis celle des motos, celle des antillais, des bretons... C'était en juin 1976. J'avais fait venir Pierre JACQUEZ-HELIAS dans l'Hexagone, GLENMOR, il y avait des causeries sur les bretons à la bibliothèque, des expositions photo, un fest-noz sur la place et dans les Arènes, Gérard

LEGOUT... Dix à quinze mille bretons ont défilé pendant les quinze jours. Avec les antillais, c'était pareil. Nous avons eu David MARTIAL à la ferme du Bois-Briard : celui qui chantait Cé.. Cé.. Cé.. Célimène... L'exposition sur l'urbanisme russe a occupé toute la place pendant deux semaines, avec des tas de causeries ou projections à côté.

M.V.N. Te souviens-tu de la soirée MOUSTAKI ?

P.M. Non, je n'y étais pas.

M.V.N. Il a d'abord fait son tour de chant dans l'Hexagone, et il est passé dans sa loge pour se changer, et sans-doute manger. Ensuite, quand il est sorti, le public qui terminait la soirée à la terrasse de l'Hexagora l'a interpellé. Il est venu s'asseoir au milieu d'eux et chanter en grattant la guitare. Cela a duré jusqu'à trois heures du matin.

P.M. Ça ne m'étonne pas. J'adorais l'Hexagone, et je suis le seul à avoir utilisé toutes ses possibilités : faire la fête sur la place et entrer dans l'Hexagone pour un spectacle. Par exemple j'ai fait un fest-noz sur la place, et ça s'est terminé avec Tri-Yan dans l'Hexagone. On pouvait lever quatre murs : deux vers un terre-plein extérieur côté patinoire – il aurait pu servir de scène aussi – et deux vers la place de l'Agora. On avait aussi ouvert sur la place pour une exposition de photos de Claude CASSOU, sur le thème des gens du voyage, et on avait eu MANITAS-de-PLATA dans l'Hexagone. A l'intérieur, il y avait des rampes où on pouvait aussi faire des expositions. On y a exposé des tableaux, des vélos...

Cela m'a souvent opposé au directeur des spectacles, Charles FLEURY, ancien directeur de Bobino. Il passait par des impresarios pour faire venir des tournées. L'Hexagone a vu passer du beau monde. On a eu des Edwige FEUILLERE, des Jean MARAIS dans des pièces de théâtre, des ballets slovaques, l'orchestre symphonique de France. Quand Claude BESSY était professeur de danse à l'Agora, il y a eu les ballets de l'opéra de Paris. J'ai bien aimé, moi, le spectacle "Amers", de SAINT JOHN PERSE, monté par Guy SHELLEY, l'animateur culturel. Il n'est pas resté longtemps.

Mais ce qui manquait sur la place de l'Agora, c'est un foyer de jeunes. Parce que vous, messieurs les urbanistes, vous avez vendu l'emplacement prévu pour un foyer de jeunes à une brasserie : l'Athéna (devenue Bernuda).

M.V.N. Nous savons qu'il y a eu toute une polémique là-dessus, mais avec la logique des équipements intégrés, on ne peut pas raisonner comme ça. Cette logique était non seulement acceptée, mais préconisée par les responsables financeurs des équipements dans les ministères. Ils étaient d'accord pour tout mettre dans un pot commun, et pour renoncer, ensuite, à retrouver leurs enfants.

Tu ne pouvais pas, non-plus, revendiquer l'espace de Flunch, au-dessus. Nous voulions y mettre un restaurant bon marché. C'est l'inspecteur général de jeunesse et sports lui-même, M. VERDET, qui nous avait conseillé d'en confier la gestion à un privé. Car il savait que le métier de restauration est difficile, et il constatait que quand les animateurs

de MJC voulaient l'exercer, ils ne savaient pas bien faire. Autour de la place, les autres restaurants et brasseries étaient chers.

P.M. Enfin, on aurait eu moins de problèmes avec les jeunes s'il y avait eu un foyer pour eux sur la place de l'Agora. Nous avons mis quatre ou cinq tables de ping-pong, près de notre stand. Cela nous permettait de connaître les jeunes. Quand ils venaient nous emprunter des raquettes et des balles pour jouer, c'était gratuit, mais on leur demandait une pièce d'identité, qu'on leur rendait quand ils ramenaient le matériel. Cela me permettait alors de les appeler par leur prénom et de discuter avec eux. Ca m'a rendu beaucoup de services ensuite, quand je suis devenu directeur des cinémas, du bowling et de la boîte de nuit.

Et à côté de nous, il y avait aussi "le bénitier", que d'autres appelaient "la piscine". Un truc rond avec des gradins et de la moquette bleue. Les gens venaient s'y asseoir et discuter. Ils s'y donnaient rendez-vous. Et puis à l'étage, il y avait "l'Aire libre" où les gens venaient aussi pour discuter. Ils ne faisaient pas de bruit. C'était un lieu œcuménique qui donnait une autre dimension à l'Agora. Tant qu'il y a eu des gens présents, en bas ou à l'Aire-libre, le public venait pour parler.

Même les hôtes de la place prenaient des initiatives. Jacqueline BONNEFOND organisait des soirées à la "Maison des racines", au Bois-Briard, avec les contacts qu'elle avait en discutant, toute la journée. Elle appelait ça les soirées-amitiés-rencontres. Chacun apportait des plats de son pays, on entendait toutes les musiques du monde, on dansait... Une fois j'ai fait la "fête des migrants" à l'Agora. J'avais mélangé des turcs avec des portugais et je finissais avec de la musique arabe et des danseuses. BASTID nous avait fait arrêter à deux heures du matin, parce qu'il trouvait ça trop long. Mais c'est bien grâce à lui et à BOIREAU que tout cela avait lieu. C'est pour ça que je ris quand on me dit que nous étions des soutiens à BOSCHER.

M.V.N. C'est vrai qu'à l'époque, l'opposition voyait les choses comme ça.

P.M. Mais tu rigoles ! BOIREAU a toujours été socialiste, COULON était communiste, RAFFUGEAU était communiste, ils étaient presque tous communistes. C'est pour ça que BASTID a souvent été entre deux chaises avec BOSCHER d'un côté et Evry-animation de l'autre.

M.V.N. Justement, on pouvait penser que vous étiez tous la bonne conscience de BOSCHER, un alibi qui lui permettait de dire « *Voyez moi aussi je suis progressiste. Je nomme des gens qui ne partagent pas mes idées* ».

P.M. Non, je ne peux pas dire ça. Je pense au contraire qu'Evry-animation, en créant des associations, en démontrant aux citoyens qu'ils étaient citoyens, c'est eux qui ont amené la gauche à Evry.

Et le commencement de la fin, ça a été quand on a mis les sports à part d'Evry-animation, et quand Pierre-Jean BANULS a créé le SCA-2000 (Sport club Agora). Ensuite on a tout précipité en créant l'association culturelle. Ca a tué tout ce qui était à côté. Avant, il y

avait un directeur général qui arbitrait tout et qui sauvegardait l'unité. Il était maître de tous les équipements. Quand tu avais son aval, plus besoin de chercher l'accord de Pierre, Paul ou Jacques. Tu pouvais faire des animations globales sur un même thème, en te servant des Arènes pour faire de la lutte bretonne, faire un fest-noz sur la place et un spectacle dans l'Hexagone, une exposition des peintres de Pont-Aven dans la bibliothèque, deux ou trois expositions sur la place : photos, peintures... J'en sais quelque chose, c'est moi qui rentrais les tableaux à une heure du matin, et les ressortais le jour suivant. Tu prenais le piano tu l'aménais aux Arènes. Puis tu le reprenais tu l'aménais au studio, tu pouvais faire plein d'animations.

M.V.N. La réforme des statuts a commencé en 1976, quand BOSCHER était encore maire. On a coupé Evry-animation en deux : d'un côté Evry-animation maintenue, qui s'est occupée surtout de l'extérieur, le reste de la ville nouvelle, les quartiers... et de l'autre côté l'association Agora-services, dont la direction a été confiée à Georges SERCLERAT. Mais il restait sous les ordres d'un directeur général : Maurice CAYRON. En 1977, on commence à mettre en place ce qui s'appellera la "régie de l'Agora", avec à côté l'association culturelle, dont Joseph NOUVELLON a longtemps été secrétaire ou trésorier. Il a donné à "Mémoire de la ville nouvelle" ses archives de l'époque. Mais l'association culturelle n'était pas encore le CAC (Centre d'action culturelle). Nous avons aussi une interview de Pierre-Jean BANULS qui nous expliquera, un peu plus tard, après CAYRON, comment il a cessé d'être le "roi de l'Agora" : le directeur de la régie, pour devenir simple directeur de la SEMEC (Société d'économie mixte Evry-Centre), et comment il a subi la pression du ministère de la culture, qui voulait absolument que le centre culturel existe, soit identifiable, et que l'argent qu'il donnait n'aille pas à une espèce d'énorme machin qui s'appelait l'Agora, et qui ne lui permettait pas de voir l'effet de sa politique.

Ce point de vue est intéressant à remarquer, parce qu'il est exactement l'inverse du discours que le même ministère tenait quelques années avant, lorsqu'il s'était agi de construire l'Agora. Mais très vite, après l'ouverture, il avait manifesté qu'il redoutait ce qu'il appelait une "municipalisation" de l'Agora, qui aurait pu amener toutes sortes de spectacles peu à son goût.

P.M. C'est là que l'Agora a perdu son âme. Parce qu'avant, elle était un lieu de rencontre et d'information, un lieu ouvert. Même les commerçants sont plus intelligents que les gens de la Culture avec un grand C. Dans une ville ordinaire, t'arrives, t'es perdu, tu demandes ta direction à la boulangère, qui te renseigne. Elle ne ferme pas sa porte. Quand tu dois pousser une porte pour entrer dans un commerce, ça t'enlève l'envie d'entrer. Sur la place, maintenant, tu n'as plus personne pour te renseigner. Il n'y a plus de vie. Le centre culturel garde ses portes fermées. Même ses hôtesse ne connaissent plus l'Agora. Elles te disent qu'elles sont à Evry2. On enlève les animateurs, on enlève les gens.

M.V.N. Mais Pierre, les publics qui passent par là ne sont pas les mêmes aujourd'hui qu'à la fin des années 70. Est-ce que ce n'était pas une utopie de faire un équipement ouvert

24h/24, été comme hiver ? T'es clochard, t'es à l'abri des intempéries, tu peux y passer la nuit...

P.M. Pourquoi y a-t-il eu des clochards ? Parce qu'il n'y avait plus d'hommes pour les mettre dehors, pour les encadrer. Moi je quittais la place à 1h du matin, et alors il y avait des vigiles qui prenaient le relais. Maintenant, au lieu de faire face, on s'enferme, on met des digicodes partout.

M.V.N. Alors tu étais animateur, et ton travail était de vider les gens ?

P.M. Je n'ai jamais dit ça. Le travail d'animateur de la place, c'était d'aller au-devant des gens et de les connaître. Et on les connaissait mieux que n'importe qui, parce qu'ils jouaient au ping-pong avec nous. Et aussi, vous les urbanistes, vous avez enlevé l'allée haute de l'Agora. Alors quand on fait des impasses, il ne faut pas s'étonner que des gens viennent y coucher.

M.V.N. On peut mettre des caméras.

P.M. Je ne suis pas caméra non-plus. Les restaurants attiraient du public, et je trouve qu'on a tué les restaurants quand on a fermé le passage à-travers le centre commercial, la nuit.

M.V.N. Mais par rapport à la configuration initiale des lieux, si tu avais la même organisation qu'alors, est-ce que tu crois que tu tiendrais le pavé encore aujourd'hui ? Même avec de bons moyens, est-ce qu'aujourd'hui tu pourrais contenir la violence sur la place de l'Agora ?

P.M. Oui ! Moi j'en ai vu, des gens qui mettaient le cirque sur la place de l'Agora. Et c'est moi qui les arrêtais. Tu avais les bandes de Vigneux et de Montconseil qui se battaient. Alors ce n'étaient pas encore les Tarterêts et les Pyramines, c'était Vigneux et Montconseil. On voyait arriver les gars de Vigneux par trains entiers. Une fois, j'ai vu arriver trente à cinquante jeunes du genre Harley-Davidson, tatoués, boucles d'oreilles, grosses moustaches, la casquette en cuir.

Compare Evry avec les autres centres commerciaux. A Belle-Epine, ils ont eu les mêmes problèmes à un moment, en même temps que nous. C'était en 1983. Aux cinémas d'Evry je faisais 600.000 entrées par an, eux en faisaient 750.000. Ils avaient 1.500 places et j'en avais 1.000. D'un seul coup, ils ont transformé leur organisation. Ils ont mis 4 à 5 hommes sur chaque bornes d'entrée, et ils ne laissaient pas entrer plus de 4 ou 5 personnes en même temps. Ils disaient au reste de la bande « *Allez vous promener ailleurs* ».

Moi j'ai vu des animateurs de maisons de quartiers venir à l'Agora avec des groupes de jeunes. C'était en pleines bagarres aux Pyramides. Un jour, 150 jeunes étaient descendus au centre commercial avec des pioches. Ils se battaient. Le centre commercial a tout fermé à 18 heures et m'a appelé en me disant « *M. MAZE, il faut fermer les cinémas* ».

J'ai dit « Je ne ferme pas ». Si tu fermes, quinze jours après ils reviennent et recommencent. Vous vous rendez compte la fierté que vous leur donnez ? *« Ah on a fait fermer le centre commercial ! On les a bien eus ! »*.

Deux jours après, j'avais programmé "Les nuits de la banlieue". Je passais "La haine", "Bye Bye", et un autre film que j'ai oublié. J'arrive, je vois cinquante jeunes des Pyramides avec deux animateurs. Je me dis *« Ca va être chaud ce soir »*. Les animateur m'ont fichu la pagaille dans le hall en houspillant leur troupes : *« Toi t'as payé ? et toi ? »* Et puis à huit heures, comme ils avaient terminé leur journée, ils sont rentrés chez eux en nous laissant les cinquante jeunes dans les salles.

J'organisais régulièrement des journées à thèmes comme ça, sur les femmes par exemple, ou sur l'alcoolisme, sur la drogue... J'ai même fait de l'"art et essai". J'étais content quand je voyais arriver un Jacques LONGUET avec sa classe. *« Comment vas-tu Pierre ? Et toi Jacques ? »* On se connaissait, et quand les élèves revenaient seuls, ils avaient une autre relation avec moi. Alors que le principal des Pyramides interdisait à ses élèves de venir à l'Agora. Il affrétait des autocars pour les amener aux "Cinoches", à Ris-Orangis. Alors quand je l'ai vu, je lui ai dit *« Vos élèves je les connais bien. C'est après eux que je cours dans les issues de secours. Ne me dites pas qu'ils ne viennent pas à l'Agora »*. Et tout ça, c'est ce qui tue un lieu.

Un autre exemple. L'autre jour, au tribunal, il y avait le procès des bandes des Epinettes et du Canal, qui se sont battues entre-elles. A l'issue du procès, ils ont commencé à se battre dans la salle des pas perdus. Il y avait les CRS, qui les ont fait sortir. Ils ont continué à se battre devant la porte. Les CRS sont sortis et les ont séparés. Alors les jeunes sont partis se battre à l'Agora. Mais là, les CRS n'ont pas suivi. S'il y avait un suivi des hommes, il y aurait 50% de problèmes en moins.

M.V.N. Mais ne crois-tu pas que c'est à cause de la séparation des choses ? On dit à une escouade d'agents *« Vous faites ça »*, ils ne font pas autre chose. On est bien obligé de cantonner les gens dans un rôle.

P.M. Maintenant, plus personne n'occupe le terrain. Les CRS ne connaissent pas Evry. L'autre jour un car arrivait, ils m'ont demandé où se trouvaient les Pyramides. Tu ne crois pas qu'on ferait mieux d'y mettre des policiers qui connaissent Evry ?

M.V.N. Mais qu'est-ce que c'est que cette société où il faut mettre des animateurs partout ?

P.M. Eh bien je vais te dire : quand j'étudiais mon métier de directeur de maisons de jeunes, on nous a amenés au Québec. Là, il y avait des animateurs dans chaque immeuble, un dans chaque cage d'escalier. Et ils servaient à tout : l'information, l'aide aux personnes âgées, l'organisation des crèches ou des gardes d'enfants... Ils étaient deux à se relayer pour assurer une présence. Ils étaient l'âme du lieu. Dans une ville nouvelle, où tout est artificiel, il n'y a pas d'autre moyen. Regarde ici, maintenant, les animateurs. Ils travaillent de 9h à midi et de 2h à 6h. Alors que les délinquants dorment jusqu'à midi.

C'est très français, ça ! On prévoit un service, mais on ne met pas de budget pour le fonctionnement.

Evry était une ville admirable. L'Agora était un vrai centre de vie et d'activités. Tu avais tout à portée. Tu faisais deux pas, tu arrivais dans le médical, le socioculturel, l'associatif. J'ai été emballé de voir autour d'un même lieu tant d'activités pour le public, et tant d'animateurs. Quand la grue est tombée, il y a eu un mort, mais cela aurait pu être bien plus grave.

Il y avait beaucoup de réunions au centre associatif du quatrième étage, avec en permanence une hôtesse : Arlette ESPIE, puis Gitka et Flora. Ensuite Arlette est partie au FIAPEVRY.

Le FIAPEVRY (Foyer international d'accueil et de promotion), voilà encore quelque chose qui manque à la ville ! C'était extraordinaire, ne serait-ce que pour l'Agora. Moi je peux vous dire qu'au cinéma et au bowling, je travaillais beaucoup avec les groupes de passage au FIAP. Qu'est-ce qu'elles picolaient les petites anglaises ! Elles marchaient au vin blanc.

M.V.N. C'est au FIAPEVRY qu'avaient lieu les réunions de l'ACUSCO (Association pour la création d'une seule commune). Un soir nous étions 150 personnes. Cette association était en gestation en 1982, et c'est en 1983 qu'elle a déposé ses statuts. Le déclic a été quand la commune de Lisses a voulu se retirer du SCA (Syndicat communautaire d'aménagement), alors qu'IBM installait l'usine Logic-Line sur son territoire. Il y a eu une séance mémorable au comité du SCA, dont les bureaux étaient alors au-dessus de la Société Générale, cours Blaise Pascal. En plus des élus, la salle a été envahie par 250 personnes. Tous les gens qui avaient cru à l'ambition de la ville nouvelle, et en particulier les militants des Pyramides. Il y avait une grande tension. Ensuite il y a eu une autre réunion mémorable à la mairie d'Evry. On avait découpé les quatre branches du sigle de la ville nouvelle, et on avait fait un grand panneau où était écrit : ville nouvelle à vendre.

P.M. Aujourd'hui, on n'imagine pas ce qu'était alors l'animation de l'Agora. J'ai connu des gens qui arrivaient de leur travail à Paris à sept heures du soir. Ils allaient faire leurs courses à Euromarché ou aux Nouvelles-Galeries, puis ils venaient manger au Flunch, et ensuite ils allaient au cinéma avant de rentrer chez eux.

M.V.N. Alors Evry était un pôle de vie nocturne beaucoup plus fort qu'aujourd'hui. Il y avait d'abord les restaurants : le Flunch, l'Athéna, l'Hexagora, le Drug-West et le Grill-West. Puis on arrivait au night-club, au bowling, à la piscine, la patinoire et les cinq cinémas à l'étage.

P.M. Ah si vous voulez, je peux vous raconter le "Evry by night" du début jusqu'aux années quatre-vingt.

La première boîte de nuit qui a démarré à Evry s'appelait "Ma nuit chez Maud", sous les cinémas Gaumont, dans l'Agora. Elle a duré deux ans. Mais le patron de Gaumont,

Nicolas SEYDOUX, qui était un protestant, ne voulait pas que l'on sache qu'il y avait un pince-fesses dans son établissement d'Evry.

Ensuite c'est devenu le Mongo-club (Gaumont à l'envers), où l'on faisait des soirées de jazz. On y faisait aussi des après-midi sans alcool. La clientèle du FIAP y venait beaucoup. J'ai vu jusqu'à 350 adolescents dans ce petit espace. Nicolas SEYDOUX n'a jamais su que j'avais transformé le Mongo-club. J'ai repris toute la sono, pour faire venir les vedettes du jazz. On a eu le Golden-Gate-Quartet, Bill COLEMAN, Budy TATE, Virginia VEE, les Haricots-rouges, les musiciens de NOUGARO...

Ensuite Nicolas SEYDOUX a voulu vendre la boîte. C'est devenu "Le Neptune", puis ça a arrêté.

Pendant ce temps là, une autre boîte s'était ouverte à Evry, place du Rouillon : "l'Hippocampe". Elle était tenue par deux associés : M. PERRIN, patron par ailleurs de Juvisy-voyages, qui avait une agence dans l'Agora – et M. EMMANUELLI, patron d'auto-école. Ils avaient créé une boîte dans les caves sous la pharmacie.

Et puis s'est créé dans l'ancienne ferme, tout à côté, le restaurant "Le vieux relais", et derrière, une boîte de nuit : "La palmeraie". Là j'ai présenté des gens comme François FELDMAN, Michel LEBB...

Place du Rouillon, l'"Hippocampe" a eu des problèmes avec les voisins. Alors il s'est transféré au bout du cours Blaise Pascal, du côté de la Société Générale, à l'extrémité sud de l'allée Jean Rostand. Puis il est devenu "Le Diamant noir", une boîte antillaise qui faisait beaucoup de bruit. Il y a eu plein de problèmes avec les voisins. EMMANUELLI, toujours associé à PERRIN, a pris ce "Diamant noir", puis il a créé une boîte sur les bords de Seine, là où se trouve, aujourd'hui, "Le Mooving", club de mise en forme. C'était en 1982-83.

Pendant ce temps-là, la boîte d'en haut est devenue "le Blue Note", dont j'ai fait une boîte de jazz.

Après mon départ, c'est l'ancien directeur du bowling, Luis MOREIRA, qui s'est associé à Jean-Marc DUBOIS pour en faire "La Lune bleue".

Auparavant, l'Epévy m'avait proposé un emplacement disponible dans un trou, sous le pont du cours Blaise Pascal.

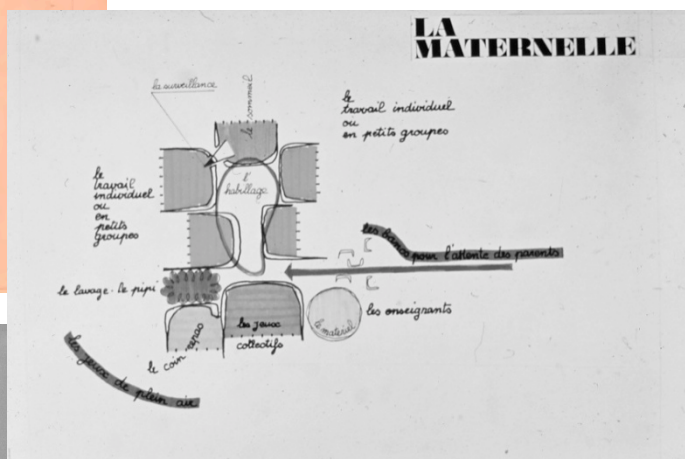
M.V.N. C'est là où aurait dû passer une route. Là tu n'aurais dérangé personne.

P.M. Oui mais il aurait fallu dépenser un argent fou en isolation contre l'eau.

ILLUSTRATIONS



La ville nouvelle en 1981



1973



1977

Ecole à aires ouvertes Jacques Cartier au Champtier-du-Cog



Juin 1973, fête du Bon-Puits à Courcouronnes-Centre

Octobre 1973, à la ferme du Bois-Briard, préparation de la future bibliothèque de l'Agora par Pierre Gaillard



11 novembre 1973, inauguration de la MQ de Courcouronnes-Centre
(Georges TRIOULET assis à gauche)



MQ de Courcouronnes-Centre juin 1974



A la ferme du Bois-Briard, le centre d'information présentant les projets de la ville nouvelle a été inauguré le 14 décembre 1972 par Pierre MESSMER, Premier ministre



19 mars 1975, inauguration de l'Agora et du centre commercial par Robert GALLEY, ministre de l'équipement, sur le thème : "NAISSANCE D'UNE VILLE"



Le Studio

Agora, les trois salles de spectacle



L'Hexagone (avec exposition dans les galeries)



Les Arènes



Avril 1975, les murs de l'Hexagone ouverts





Septembre 1975



10 novembre 1975 Georges MOUSTAKI après son concert à l'Hexagone



1975, le centre d'information de l'Épévy



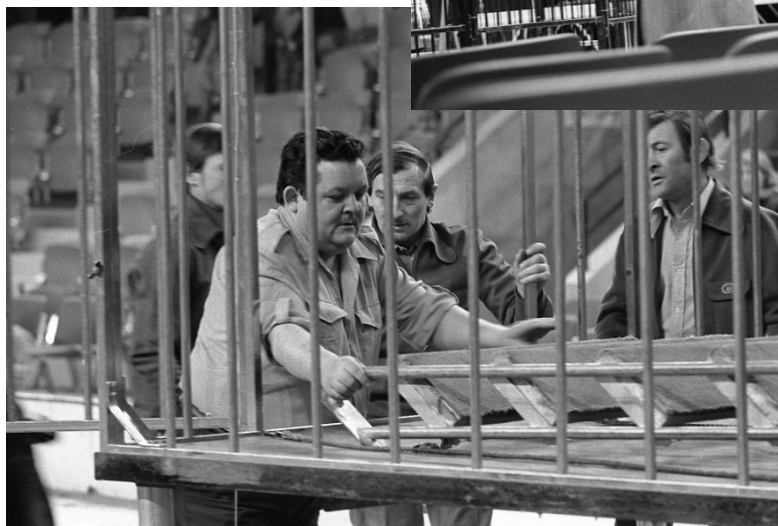
Marc COULON

Marie-Claire GABRIELLE (dans le kiosque)

Jean BASTID et sa femme Jane (à gauche)

Jean BOIREAU (à droite)

Charles FLEURY



Les Shaddock (LUCAS au centre)



Décembre 1975 dans l'Agora, à l'occasion de la mise en service ...



...de la nouvelle ligne SNCF et de la gare Evry-Courcouronnes



1975, la maison des racines
à la ferme du Bois-Briard



Mars 1976, au mail de Thorigny à Courcouronnes-Centre



1976, le collège des Pyramides



1976, la MQ du Champrier-du-Coq



1976, le Centre



Guy VARNA et Pierre MAZE



animation

3eme âge

octobre 1978

dans l'Hexagone



Claire RAQUIDEL

Mario DELLE-CASE



Mars 1976

1^{er} anniversaire de la naissance de la ville

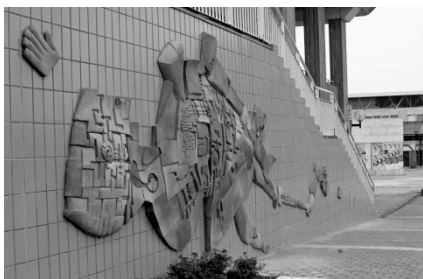


1977, SCA 2000

Pierre-Jean
BANULS



Grutier tombé et décédé le 25 janvier 1977 à 15 h



Fresque en hommage aux bâtisseurs



La crèche dans le jardin de l'Agora



25 février 1977, départ de Jean BASTID



1977, école du Petit Dragon aux Pyramides



1977, entrée de l'Hexagone sur l'allée Haute de l'Agora, le bowling



Opération vacances





1977





Jean CALVET



Octobre 1978, exposition "Espace pacifique"



30 octobre 1979, inauguration du FIAP par Paul DELOUVRIER



Agora Grand-Place, tournoi d'échecs : "Seul contre tous"



"Jouer pour jouer"

dans la bibliothèque de l'Agora





Décembre 1978



Claire JODET et Louis LAUNEY





Guy VARNA, Pierre-Jean BANULS

Stade français Evry



16 mai 1979



26 avril 1980 : "Les jardiniers amateurs"



1980, nouveau centre d'information de l'Épévy



1979, le complexe GAUMONT



23 juin 1980

Monique SUSBIELLE





Marc ALMERAS aux Pyramides le 20 juin 1981



Marc ALMERAS au Champtier-du-Coq le 27 juin 1981

ACUSCO

(Association pour la création d'une seule commune)



Autocollant diffusé par l'ACUSCO

La mise en pages de ce Document mémoire n° 9 et les photographies des pages 48 à 72 sont de Dominique PLANQUETTE.

LA NOUVELLE

EVRY-ANIMATION - Agora : 077.93.50

BIMESTRIEL de la Ville Nouvelle d'EVRY

JUIN-JUILLET 1980

LA VILLE NOUVELLE EN DANGER

EVRY-ANIMATION : SUPPRIMÉ

Monsieur GOETZE, Président du Groupe Central des Villes Nouvelles, et précisant qu'il s'agit en tant que représentant du Premier Ministre, indique les exigences de l'Etat sur le budget voté par le S.C.A. le 23 avril, avec en particulier la « suppression » d'EVRY-ANIMATION...

Lettre ouverte au Président du Groupe Central des Villes Nouvelles :

Monsieur le Président, Ainsi donc, par le fait du Prince, de ce Prince que la Ville Nouvelle n'a pas voulu comme enfant, de celui qui détient le pouvoir de l'argent, après 6 mois d'activités, tombe cet ensemble de mesures. On lime, on rogne, on ampute les budgets du SCA 2000, du Centre Culturel, de l'AGORA, des Maisons de quartier, des animations socio-culturelles et sportives.

Ainsi donc, par le fait du Prince, on veut étouffer et on veut achever, purement et simplement, des associations.

une trentaine de séances (3 000 spectateurs) de cinéma en plein air dans les quartiers :

SUPPRIME

une semaine migrants :

SUPPRIME

100 enfants accueillis en base de

plein air : SUPPRIME

des camps adolescents :

SUPPRIME

des activités sportives, des activités culturelles : SUPPRIME,

SUPPRIME...

EVRY-ANIMATION c'est aussi le

ciné-club :

18 317 spectateurs (enfants, adolescents, adultes) avec une croissance de 4 333 par rapport à 1978 : SUPPRIME

EVRY-ANIMATION c'est un centre de reprographie où une centaine de milliers de journaux, informations, bulletins ont été tirés en 1979 : SUPPRIME...

EVRY-ANIMATION c'est le secteur féminin, les clubs des Maisons de quartier, l'aide, la présence, la défense des femmes, des adolescentes dans cette

Editorial

M. Barre veut nous écraser

Le budget de la ville nouvelle a été étudié par l'Etat le 11 Juin. Les mesures proposées par M. GOETZE, agissant comme représentant du Premier Ministre, M. Raymond BARRE, sont inacceptables. Elles confirment de manière éclatante le fait que nous dénonçons depuis plusieurs années et surtout depuis un an, de l'abandon, par l'Etat, des villes nouvelles, abandon inadmissible pour plusieurs raisons.

- C'est l'Etat qui a décidé, seul, et en général contre l'avis des populations intéressées, la création des villes nouvelles.

- C'est l'Etat, faute d'une planification du développement urbain et de la construction de logements neufs, qui porte la responsabilité du retard pris par rapport à la croissance initialement prévue, et donc du caractère insupportable du poids de la dette.

- C'est l'Etat, par l'intermédiaire de ses organismes aménageurs, qui porte une large part de la responsabilité de la construction de très nombreux équipements publics, rarement conçus pour une gestion économique, et qu'il faut aujourd'hui faire vivre.

- C'est enfin, contradiction éclatante, l'Etat qui dit aujourd'hui qu'il faut accélérer massivement la construction de logements dans les villes nouvelles, fut-ce contre l'avis des élus, alors qu'il leur refuse les moyens de vivre.

La note est lourde. On nous réclame 800 Millions anciens de réduction de dépenses ou d'accroissement de recettes, sur un budget global de 8 milliards anciens en fonctionnement. Quand on sait que plus de 85 % d'un budget municipal est fait de dépenses obligatoires, on mesure la brutalité de la mesure.

On peut en résumer ainsi les conséquences :

- Réduction de la qualité et de la quantité des services publics dans tous les domaines,

- licenciements massifs parmi le personnel d'Evry-Animation et de l'Agora,

Mémoire de la ville nouvelle

Siège social : Communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne

C/O Service mémoire et documentation

110 place de l'Agora BP 62 91002 EVRY Cedex

[http : //www.agglo-evry.fr/pages/asso_memoire.htm](http://www.agglo-evry.fr/pages/asso_memoire.htm)

mailto : asso.mvn@laposte.net